

droit & Liberté

Revue mensuelle du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.)

*à remettre au
2000 2001*

MAI 1969 ● N° 282 ● PRIX : 2 FRANCS

EN DIRECT D'ISRAËL DU NIGÉRIA DU BIAFRA



VIE ET MORT D'UN JUIF NAZI

Sangène

BAS-SLIP COMBINÉ

Sangène

ELASTIQUE
INDELLAÇABLE
OU
MAILLE LISSE
EXTRA-SOUPLE

Sangène

à partir de
5 FRS

Distribution : Sangène - Mercier : NS. Bouly, 71, rue de Provence, Paris-9^e -
Tél. : 744-67-59.

Helena Rubinstein



Produits de Beauté

New York - Paris - London

Toute la maille

TRICOSIM

Garnitures, bords côte, synthétiques, acryliques, laines, etc.,
pour fabricants d'imperméables, anoraks et blousons, été et hiver.

41, rue du Sentier - Paris-2^e - 488-82-43

Un technicien
vous conseillera

LE REFUGE

Ski, camping, tennis, équitation

44, rue Saint-Placide - Paris-6^e 222-27-33 Catalogue franco

GANTS - TÉTINES



Chez votre pharmacien

Se grouper

J'arrive, autour de moi, à faire s'intéresser au M.R.A.P. Peu, mais tout de même. La situation est assez sombre un peu partout. Et le dernier raid israélien n'arrangera rien.

C'est plus que jamais le moment pour tous ceux qui veulent avoir leur petite part dans l'œuvre commune de se grouper. C'est la tâche de votre Mouvement de les grouper autour de mots d'ordre précis. C'est sa tâche aussi de rester le plus ouvert possible.

Bernard LAMIZET,
Paris (13^e).

La jeunesse,

particulièrement...

J'ai découvert votre journal le mois dernier. Il y a longtemps que j'attendais le plaisir et l'espoir qu'il m'a procuré. Les amis que j'ai en Tunisie depuis trois ans sont précisément juifs et Arabes, et l'article de Pete Seeger les a émus autant que moi. Il faut aussi que je vous dise que j'ai 17 ans, que je suis très sensible à ces problèmes et que je recherche une solution efficace pour essayer de les résoudre. Et je crois que telle est effectivement l'idée que vous défendez dans votre journal, à savoir une prise de conscience des hom-

DANS NOTRE



COURRIER

mes et plus particulièrement de la jeunesse actuelle. Par exemple, j'ignorais le sort des Antillais en France. Il faut pour cela — à mon avis — engager une lutte patiente au-dessus des préjugés, pour la liberté et pour la paix.

Je suis certainement trop jeune pour dominer la situation mais je ne pense pas que, pour combattre le racisme, la seule solution soit la révolte et la violence. Ce serait, sans aucun doute, l'éducation à la base, mais, pour ceci, il faut plusieurs générations...

Je vais faire des études de médecine et j'ai des idées très

précises en ce qui concerne mon avenir : à ce moment-là, je vous aiderai mieux mais je vous prie de ne pas négliger mon action actuelle, si minime soit-elle...

Monique LACHAUX,
Tunis (Tunisie).

Avant tout...

Etre antiraciste ne suffit plus aujourd'hui, quand Israël est cerné par des ennemis qui n'ont qu'un but : son anéantissement. Aujourd'hui, ceux qui ne sont pas franchement, ouvertement, pour Israël sont contre lui. En tant qu'israélite, je ne peux pas l'admettre. Antiraciste, je le suis encore, mais avant tout je suis israélite, pour Israël et pour son existence...

F. HERSCOVICI,
Paris (18^e).

Lacs rouges

Fidèle lecteur et abonné de votre revue, je me permets de faire quelques remarques à propos de votre éditorial « Le lac rouge », paru dans votre numéro d'avril...

Je ne suis pas un pro-Américain inconditionnel, prêt à admirer tout ce qui se fait au nom de la bannière étoilée. Loin de moi l'idée de nier le caractère odieux de la guerre

du Vietnam et ses aspects fréquents de génocide... Mais pourquoi uniquement un « lac rouge » au Vietnam ? Pourquoi ne pas parler des « lacs rouges » aux dépens des Kurdes (Irak), des noirs du Sud soudanais (Soudan), des Bia-frais (Nigéria), sans oublier le « lac rouge » de Budapest de 1956 et surtout sans oublier que, s'il n'y a pas eu de « lac rouge » tchèque en 1968, cela est dû uniquement au sang-froid des Tchécoslovaques.

Alors, pour reprendre la conclusion de votre éditorial, des « Nuremberg » d'accord, mais pas seulement avec les Américains au banc des accusés. J'ajoute bien volontiers à la liste ci-dessus : Afrique du Sud, Portugal, Indonésie. Il y a tellement de « lacs rouges » de par le monde que j'allais oublier celui du Yémen (pour l'Egypte).

Michel ADELSON,
Paris (14^e).

N.D.L.R. Notre article n'était pas consacré à la violence en général, mais à un fait précis : le bombardement volontaire d'une piscine au Vietnam, par l'aviation américaine. Tout en déplorant toutes les violences, on ne peut les assimiler sans distinction à des génocides. Le caractère de notre revue fait que notre analyse porte essentiellement sur les conflits revêtant un caractère racial. Ce n'est pas le cas de tous ceux que cite notre correspondant. Certains ont déjà donné lieu à des articles dans « Droit & Liberté » : d'autres seront traités prochainement.

SUR LA ROUTE DE VOTRE SANTÉ

choisissez les stations
de DÉTENTE de



Renseignements : MAISON DU THERMALISME
32 Av. de l'Opéra, Paris 2^e - 073-67-91, et OTT dans chaque station

BARBOTAN Armagnac (32) Gers
"La jambe malade" rhumatismes - circulation de retour

EUGÉNIE-les-bains Landes (40)
Colibacillose - tube digestif - voies urinaires - Rhumatismes

ST-CHRISTAU Béarn (64)
Peau - muqueuses - bouche et les dents

MOLITG Roussillon (66) Affections de la peau -
o.r.l. - station pilote de la relaxation

GRÈOUX Alpes de Provence (04)
Rhumatismes - sciatiques - voies respiratoires

Connaissez-vous

Pourquoi ?

Connaissez-vous ce magazine qui... n'est pas comme les autres ?

Edité par la Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente, « Pourquoi ? » traite, chaque mois, de sujets variés, dans un esprit de progrès et de rigoureuse objectivité qui sont la marque de l'idéal laïque.

Présenté avec beaucoup de goût, d'un format très pratique, rédigé par une équipe de journalistes dynamiques, « Pourquoi ? » vous propose 128 pages de lecture passionnante.

Abonnement : 18 F. (CCP Paris 1282-52).
Spécimen gratuit sur simple demande, en vous recommandant de « Droit et Liberté ».

« Pourquoi ? ». 3, rue Récamier - Paris-7^e.

LES ÉDITIONS DU PAVILLON

Directeur-Gérant : Roger MARIA

5, rue Rollin, PARIS-5^e - Tél. : 326-84-29

Vient de paraître :

Charles FOURNIAU

LE VIETNAM DE LA GUERRE A LA VICTOIRE

Préface de Bernard Lavergne, professeur honoraire
à la Faculté de Droit de Paris

Un volume de 112 pages 8,50 F (T.C.)

Diffusion pour MM. les Libraires
ODEON-DIFFUSION, 24, rue Racine, PARIS-6^e

dans ce numéro

**LE BIAFRA
SOUS LES BOMBES.**

**CE QUE J'AI VU DANS
LE NIGÉRIA EN PAIX**

Deux témoignages, deux analyses différentes
du même problème (page 6-7).

JE REVIENS D'ISRAËL

Fred Hermantin revient de Tel-Aviv; il en
rapporte ses impressions de voyage (pa-
ges 8-9).

**ALLEMAGNE :
ET LA PRESCRIPTION ?**

DIJON : UNE VICTOIRE

Un café affichait : « Interdit aux Arabes ».
Mais la population s'est mobilisée (page 11).

**LA VIE MILLÉNAIRE
D'UN QUARTIER DE PARIS**

Voici mille ans que les Halles s'installèrent
au cœur de Paris. Elles viennent d'en partir
(pages 14-15).

LES GUÉRILLEROS

Une exposition : Reyberolle (page 15).

**VIE ET MORT
D'UN JUIF NAZI**

Le récit d'une aventure incroyable.

**COMPLAINTÉ
DES MENDIANTS ARABES
DE LA CASBAH**

Un poète algérien : Ait Djafer (pages 20-22).

**SPÉCIAL : VINGT ANS DE
LUTTE CONTRE LE RACISME**

Vingt ans d'une vie bien remplie pour le
M.R.A.P. (pages 26-48).

droit & liberté

MENSUEL

120, rue Saint-Denis - Paris (2^e)
Tél. 231-09-57 - C.C.P. Paris 6070-98

ABONNEMENTS

- Un an : 20 F
- Abonnement de soutien : 40 F

Antilles, Réunion, Maghreb, Afrique fran-
cophone, Laos, Cambodge, Nouvelle Calé-
donie : 20 F. Autres pays : 30 F.
Abonnement de soutien : 40 F.

La gérante : Sonia Bianchi
Imprimerie La Haye-Mureau

éditorial

PLUS QUE JAMAIS

AVEC la victoire du « non » et le retrait du général de Gaulle, une nouvelle page est tournée dans l'histoire de l'après-guerre, riche en péripéties et en bouleversements. Nul ne saurait prédire ce que seront les prochains mois et les prochaines années. Ce qui apparaît certain, c'est que seules des transformations profondes — sociales, économiques et politiques — mettront un terme, à plus ou moins longue échéance, à cette crise de notre société dont les événements de mai dernier et le vote du 27 avril sont les signes les plus marquants.

Comment se situe, dans cette situation, la lutte contre le racisme ?

Nous l'avons, à maintes reprises, affirmé : cette lutte doit se fonder sur l'union — sans distinction d'origines, d'opinions politiques, de tendances philosophiques ou religieuses — de ceux qui entendent assurer l'égalité et la dignité de tous les hommes. La ligne de partage des racistes et des antiracistes ne passe pas entre les « oui » et les « non ». C'est dans les milieux les plus divers que s'exprime et s'exprimera de plus en plus l'attachement du peuple français aux idées, aux valeurs que nous défendons.

CEPENDANT, l'action contre le racisme n'est pas indifférente au contexte dans lequel elle se déroule. L'histoire de ces vingt dernières années a prouvé abondamment que la tension internationale, les guerres coloniales, les atteintes à la démocratie alimentent l'agitation raciste. Des difficultés économiques, les injustices sociales et le chômage donnent prise aux campagnes contre les travailleurs immigrés, dont il devient plus facile de faire des boucs émissaires. Un climat de violence et de peur, même s'il est artificiellement entretenu, favorise les pêcheurs en eau trouble, ceux particulièrement qui misent sur le nationalisme et l'excitation aux haines aveugles.

Actuellement, le danger vient non pas des résultats du referendum, mais des tentatives qui seront faites pour en limiter les conséquences. Au cours de la campagne référendaire, de graves incidents ont confirmé l'existence de groupes armés, de « réseaux » secrets, dont les méthodes et les attaches soulèvent l'inquiétude. Toutes sortes de provocations sont possibles. Comme après le 13 mai 1958 et à d'autres périodes où le pays s'est trouvé placé devant des choix importants, des forces obscures se révèlent, qui, pour imposer leur domination, n'hésiteraient pas, si besoin est, à user simultanément de la démagogie et de la menace, de la ruse et de la brutalité, à la manière d'Arturo Ui. Nous savons par expérience que le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, figurent en bonne place dans leur arsenal.

Plus que jamais donc, une union lucide et active s'impose, autour des idéaux démocratiques. Plus que jamais, l'heure est à la vigilance.

Droit et Liberté.



SOCIÉTÉ ANONYME CAPITAL 800.000 F

Mobilier du Marais

TOUS LES REVÊTEMENTS DE SOL
SPÉCIALISTE DE TAPIS - MOQUETTE
TISSUS - PAPIERS PEINTS - DÉCORATION
- MEUBLES -
LITERIE - CUISINE - TOUS STYLES



9-11, RUE DE RIVOLI, PARIS-4^e

TÉL. : 272.34.34 & 54.34

R.C. SEINE 57 B 15.280

Se recommander de Droit et Liberté



DEUX TÉMOIGNAGES

La sécession biafraise semble cette fois proche de son terme : l'armée fédérale nigériane a pris Umahia, la capitale du « réduit biafrais » ; des rebondissements sont encore possibles et probables, mais la fin du conflit armé semble proche.

Deux hommes ont vu cette guerre. L'un, le docteur Récamier, du côté biafrais ; l'autre, Bernard Couret, journaliste, du côté fédéral. Les deux témoignages qu'ils en ont rapporté pour *Droit & Liberté* ne sont pas « neutres ». Mais ils tentent de parler sans passion d'un problème douloureux, où le jeu des Etats européens et des puissances économiques internationales n'est pas désintéressé.

1 - LE BIAFRA SOUS LES BOMBES

par le Dr Max RÉCAMIER

APRÈS un séjour de deux mois au Biafra comme médecin de la Croix-Rouge Internationale et un repos en France, j'y suis retourné avec une nouvelle équipe de chirurgiens et médecins en décembre, reprendre en charge un hôpital chirurgical et un centre improvisé d'enfants dénutris ou atteints de ce kwasi-

hiorkor lentement mortel par manque d'aliments protéiques. Partis de l'île de Fernando Po dans un avion du Comité International de la Croix-Rouge chargé de lait en poudre et de corned-beef, nous ne pouvons d'abord descendre sur le terrain d'Uli, interdit par un bombardier nigérian qui, presque chaque nuit, guette l'atterrissage des avions de secours pour larguer ses bombes. Trop à court d'essence pour attendre, nous repartons faire le plein à Fernando Po et revenons avant le jour nous poser cette fois sans encombre. Tout de suite je retrouve l'accueil chaleureux et discipliné que j'avais admiré à mon premier séjour, la machine biafraise tourne encore rond et le moral paraît excellent.

Je retrouve l'hôpital archi-plein de blessés civils et militaires qui affluent, couchés partout sur le sol, entre les lits, dans les couloirs. Les deux chirurgiens ibos sont fatigués mais optimistes ; la volonté de résistance paraît unanime et pas un malade ne se plaint.

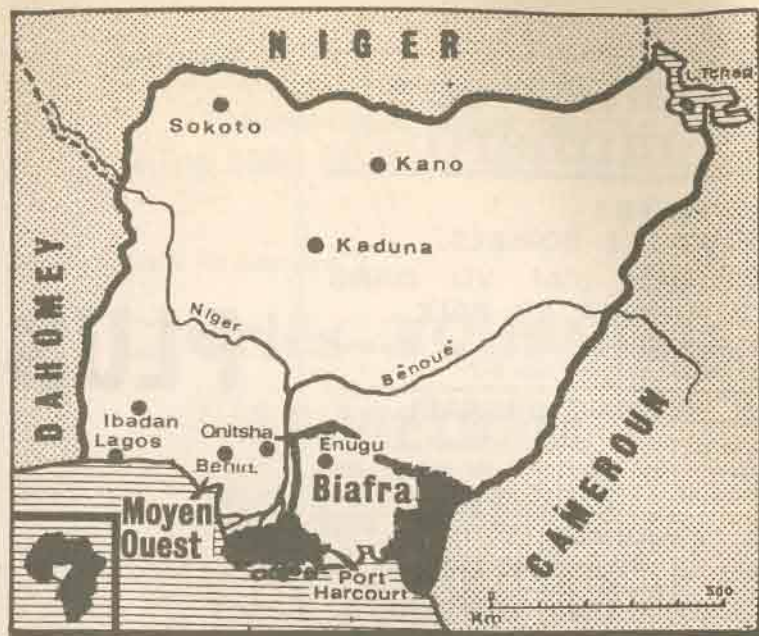
Pourtant l'hôpital, isolé, connu de Lagos, marqué de croix rouges sur tous les toits a été bombardé aux roquettes par deux Ilyouchines le 16 décembre et j'en vois les traces sur les murs et les bâtiments.

Le 5 janvier, nouveau bombardement en plein jour par un jet qui lâche quatre bombes heureusement sans atteindre de plein fouet un bâtiment. Trois tués, deux

femmes et un enfant blessés qu'on emmène immédiatement en salle d'opération.

Nouveau mitraillage par un Mig le 26 janvier sans trop de dommage tandis que la ville-marché voisine d'Orlu et l'hôpital d'Okibo sont bombardés deux fois en quinze jours. Nous hésitons à retirer toutes les croix rouges qui paraissent servir de cible et finalement décidons au contraire d'en rajouter d'autres !

Le danger aérien n'est pas le seul, et la situation alimentaire est plus dramatique qu'il y a trois mois. Conséquence du recul nigérian vers le Sud de ce côté, des régions de brousse isolées auparavant par les combats sont maintenant accessibles. Un Père de l'Association « Caritas » qui y apporte de la nourriture m'y emmène pour l'aider sur le plan médical. Trois heures de piste plus ou moins défoncée, quelques villages détruits ou brûlés et nous arrivons dans une zone où la situation dépasse ce que j'avais vu jusqu'alors : 10 à 20 000 réfugiés sont là, entassés dans des cabanes ou de vieux silos dans un état épouvantable, décharnés, squelettes à peine vivants, sur plusieurs kilomètres. Tous se traînent au devant de nous, trois ou quatre meurent au cours de la consultation en plein air où nous distribuons nos quelques dragées de fer et d'hyperprotéines. Nous allons essayer de créer là, un centre de nourriture permanent, mais il nous faut



Le Nigéria : une fois et demie la France. Le Biafra est né de la sécession des des trois provinces (sur les 12 que compte l'Etat fédéral) : Centre-Est, Sud-Est et la province des rivières (le delta du Niger), où est bâti Port-Harcourt. Dans ces trois provinces, où sont concentrées la quasi-totalité des richesses minières et surtout pétrolières du Nigéria, vivent 8 millions d'Ibos, mais aussi 4 millions d'individus d'ethnies minoritaires, qui sont restés favorables au Gouvernement fédéral. Le Biafra, qui fut à ses débuts grand comme 6 à 7 départements français est, après la chute d'Umahia, plus petit qu'un département français. 4 ou 5 millions de réfugiés s'y entassent.

trier parmi ces files assises par terre, n'ayant plus la force de se tenir debout et désigner presque au hasard ceux que l'on nourrira une fois par jour, trois fois par semaine ou seulement une fois par semaine, tandis que les parents essaient de pousser leurs enfants au premier rang ; et nous ne pouvons visiter toutes les huttes ou cabanes.

Le manioc est épuisé

Combien d'autres ainsi, non étiquetés, non recensés par les centres des organismes humanitaires !

Ce sont eux surtout les victimes de cette guerre et c'est à leur sujet que l'on peut parler de génocide. Génocide ? Non, je pense si l'on entend par là une extermination froidement décidée à la manière nazie. Oui, si l'on considère l'enchaînement des circonstances, les conditions particulières de ce blocus, et peut-être la difficulté à contrôler des troupes excitées ou des pilotes trop zélés ou mercenaires.

Sans que personne l'ait voulu sans doute, les combats deviennent au niveau des masses, affrontements raciaux ou guerre de religion. Les quelques massacres à chaud, de civils, inévitables peut-être, dans toute guerre, ont créé une telle psychose de peur que ces populations préfèrent se laisser mourir de faim plutôt que de risquer une extermination qu'ils croient certaine.

Certaines régions sont mieux secourues que d'autres mais le manioc local est maintenant presque épuisé et le débit du pont aérien, gêné par les bombardements est très insuffisant alors que l'aide humanitaire arrive en bien plus grande quantité du côté adverse pourtant beaucoup moins éprouvé.

J'ai dit un jour à un officier biafrais ma gêne devant l'espèce de complaisance avec laquelle certains officiels font visiter les camps de réfugiés, montrent les enfants mourants, décharnés, à des journalistes en quête de documents à sensation. Il m'a répondu : « C'est dramatique d'en arriver là, mais par leur témoignage, ces enfants qui meurent, combattent comme nous pour leur pays et nous avons besoin de toutes les formes de combat ! » Réponse terriblement cruelle bien que réaliste.

Chaque jour, en ce moment, des milliers d'enfants meurent de faim, des femmes et des hommes sont blessés, mutilés ou tués dans ce qui n'est devenu qu'une guerre de blancs par noirs interposés ; et le monde laisse faire, n'ayant même pas l'excuse comme dans l'Allemagne de 1939 de « ne pas savoir » !

Je ne sais pas si les Biafrais ont gagné le droit d'avoir leur nom sur la carte, le droit d'exister en tant que Biafrais ; mais n'ont-ils pas gagné durement et tragiquement le droit de VIVRE tout simplement ?



Au Biafra, les enfants meurent de faim ou de malnutrition ; c'est la guerre... Mais la guerre n'a fait qu'aggraver un mal dont souffre l'Afrique entière, où les enfants paient encore les effets néfastes de la colonisation qu'ils n'ont pas connue.

2 - CE QUE J'AI VU DANS LE NIGÉRIA EN PAIX

Par Bernard COURET

MALGRÉ la guerre qui sévit encore, la vie reprend peu à peu dans les régions libérées par l'armée fédérale. J'ai pu le constater au cours d'un séjour de cinq semaines qui m'a conduit de Enugu à Calabar en passant par Port-Harcourt, la capitale du pétrole.

A Enugu, la « Central Bank » a rouvert ses portes et près de quinze mille habitants sont de retour. Le marché connaît une réelle animation. Bien achalandé, on y trouve quantité de produits agricoles, de la viande ainsi que des produits manufacturés et des tissus. Sur les deux cents magasins, quatre-vingt sont tenus par des Ibos. Le chef du marché qui m'accompagne me dit : « Plusieurs centaines d'entre d'eux font la navette entre le marché et la partie Nord-Ouest du Biafra. C'est la plus proche ». Tout le monde est au courant tant du côté fédéral que biafrais, mais on laisse faire. Deux fois par jour, Radio-Biafra diffuse ses bulletins d'information en plusieurs langues. Invariablement, le speaker annonce : « Ici Radio-Enugu... » Cela fait sourire.

J'ai rencontré le père O'Connor non loin d'Abakaliki. Il y a dix-huit ans qu'il vit

dans la région. Il dirige l'hôpital « Miles Four » assisté par deux jeunes infirmières américaines et une sœur anglaise.

La malnutrition est générale

Je lui demande s'il croit qu'il y a génocide de la part de l'armée fédérale comme on le prétend. Bien que ma question l'étonne un peu il me répond sans hésiter : « Je me refuse à croire qu'une politique de génocide soit pratiquée par les autorités fédérales. Disons si vous voulez que la guerre a aggravé les conditions de vie de la population. Il ne faut pas exagérer. Certains ont déjà trop tendance à le faire. La réalité quotidienne n'est déjà pas très belle pour qu'il soit utile d'en rajouter. Le génocide, vous savez, est quotidien en Afrique... »

Après Afikpo, la route longe le front. Le bord gauche est miné. Les patrouilles sont nombreuses. Les fossés sont remplis de carcasses de voitures immatriculées « Biafra ». A un détour, la route, tout à coup, s'élargit brusquement pour devenir aéro-drome. Nous sommes sur la piste d'Osala, reprise en novembre 1968. Cela n'empêche pas un grand quotidien anglais du matin

→ d'écrire, il n'y a pas longtemps encore, sous la signature de son envoyé spécial, que « de furieux combats s'y déroulaient ».

C'est au village de Ngodo, non loin d'Uturu, que j'ai rencontré le Dr. Ernaldo, membre de l'équipe de la Croix-Rouge italienne. Il est le responsable de la distribution de vivres qui a lieu deux fois par semaine. Il me dit : « Depuis huit semaines que nous avons commencé, les résultats sont très encourageants. Les habitants viennent sans crainte, mais il a fallu gagner leur confiance. Certes la malnutrition est générale, mais il n'y a pas de famine. » Je lui fais remarquer que la population du village est nombreuse. Il me répond en souriant : « L'état civil n'existant pas, le nombre de personnes qui viennent se faire inscrire pour la distribution de vivres augmente de semaine en semaine. Je suis persuadé pour ma part que beaucoup d'entre elles viennent du Biafra ». « Il est là, à un jet de pierre... » ajouta-t-il, en tendant le bras vers le Sud.

La main lourde

A Port-Harcourt, la situation est quelque peu différente. Nous sommes dans la province des concessions pétrolières. L'hôtel *Présidentiel* a rouvert ses portes et la production de pétrole a repris. Les 40 000 t. soit le double de 1966, seront atteintes à la fin de l'année. Du haut de ma chambre climatisée, le regard tombe sur l'hôpital. Ses pelouses sont bien taillées et les bâtiments ont été repeints. Il regorge de blessés. Ils me saluent d'un jovial : « Hello, sir ! ». Le cimetière est tout près, une fois la route traversée. Au fil des mois on mord un peu plus chaque fois sur la jungle.

Les populations des « Rivières » ont souffert de la guerre. Dans cette région qui est celle des Ijaws, Ibibios, Efiks, etc..., il est indéniable qu'une certaine coexistence a repris. J'ai visité les villages d'Akwete, d'Azumini et j'ai pu constater sur les places de marché, par exemple, qu'un réel effort a été entrepris pour qu'un passé assez récent soit oublié. Pourtant l'Ibo a eu la main lourde lorsqu'il régnait sans partage. Les camps de réfugiés sont pleins et l'armée nigérienne prête son concours à la Croix-Rouge Internationale.

Avant mon départ, j'ai rencontré le colonel Adekunlé. Il commande la troisième division. La victoire pour lui ne fait aucun doute. Mais il ne veut pas qu'elle soit obtenue au détriment de centaines de milliers de morts. Il estime que ce conflit qui déchire son pays en a déjà assez fait. Il ajoute : « La perte des champs de pétrole a cassé la colonne vertébrale d'Ojukwu. Il faut maintenant mettre fin aux souffrances engendrées par la guerre. »



Dans les territoires occupés; résistance et représailles se succèdent; et aucune issue n'est en vue.

Moyen-Orient

RETOUR D'ISRAËL : CRAINTES ET ESPOIRS

La revue israélienne *New Outlook* a organisé, à la fin du mois de mars, un symposium international sur les problèmes du Moyen-Orient. M^e Fred Hermantin, membre du secrétariat national du M.R.A.P., y a participé à titre personnel. Nous lui avons demandé ses impressions.

EN nous rendant à ce Symposium pour la paix, deux problèmes essentiels — l'occupation dans les territoires conquis et la résistance palestinienne — nous préoccupaient singulièrement.

Or, pendant le colloque, deux événements se produisirent, qui mieux que des explication abstraites, permirent une approche plus concrète de cette réalité.

A Jérusalem, à l'annonce de la mort en prison d'un détenu palestinien, torturé selon les uns, décédé de mort naturelle d'après les autres, un cortège de femmes arabes se heurta à des forces de police.

Dans un contexte tout à fait différent, nous songeons aussi à cette audience du tribunal militaire de Ramallah au cours de laquelle furent jugés des membres d'un commando palestinien capturés quelque temps auparavant les armes à la main.

Pour tous ceux qui comme nous avons vécu pendant ces dernières années le déroulement outre-mer d'opérations dites « de police » ou « de maintien de l'ordre », la mort en prison d'un détenu politique réveille d'amers souvenirs. Il n'entre pas dans nos intentions de discuter, dans cet article, du point de savoir si ce détenu a été ou non torturé, pas plus que nous ne

voulons analyser les raisons de la manifestation des femmes arabes de Jérusalem.

Pour combien de temps ?

Mais cet exemple — heureusement rare — permet de prendre la mesure extrême d'un certain climat. Une occupation militaire, aussi attentive soit-elle à respecter une certaine éthique, est, par la logique de son action et de la réaction qu'elle suscite, fatalement vouée à dégénérer en instrument de répression. L'armée d'occupation a pour fonction essentielle de maintenir l'ordre, un ordre qui fige à la fois la victoire de l'occupant et la défaite de l'occupé. Entre ces deux composantes, il ne peut exister d'équations humaines paisibles. Il ne peut y avoir de synthèse entre ces deux situations antinomiques qui, à plus ou moins longue échéance, débouchent inévitablement sur la confrontation et sur la violence.

Certes, s'il est vrai — d'après ce que nous avons pu en voir — qu'il est ignoble de qualifier de nazie l'occupation israélienne, il est non moins vrai qu'il est également fallacieux d'espérer que les deux protagonistes du drame, l'occupant et l'occupé, puissent entretenir et développer

un dialogue amical. On ne fonde pas l'amitié sur cet invraisemblable héritage de haine et de malentendus accumulés des deux côtés.

Dans le contexte de l'occupation, il ne peut en surgir, comme à Jérusalem, que des « incidents » en dépit du calme qui régne ou semble régner.

Résistants ou rebelles ?

Noyée dans la grisaille d'une tempête de sable, Naplouse était calme alors que nous déambulions parmi sa population. Les éventaies étaient exposés et les boutiques ouvertes à Jéricho, où nul signe de nervosité n'apparaissait. L'ordre régnait. Mais pour combien de temps ? Et à quel prix ?

A Ramallah, le tribunal militaire jugeait plusieurs membres d'un commando palestinien récemment capturé. Les familles des détenus assistaient à l'audience. Aucun appareil militaire excessif qui pût rappeler certaines audiences judiciaires que nous avons jadis connues en Algérie.

Pour la première fois, à notre connaissance, des détenus palestiniens récuserent la compétence du tribunal militaire pour réclamer le bénéfice de la Convention de Genève. Ils exigeaient d'être traités comme des soldats ennemis, en prisonniers de guerre, et non comme des terroristes. Le jugement fut rendu public quelques jours plus tard et *Le Monde* y fit écho : le tribunal militaire se déclarait compétent. Il refusait d'admettre la thèse « commando-prisonniers de guerre ». Il considérait au contraire ceux-ci comme des rebelles.

Ce jugement est très significatif.

Apparemment technique, ce problème de compétence judiciaire a marqué, en d'autres temps, une étape extrêmement importante lors de la guerre d'Algérie.

Récuser les juges, récuser l'Etat qui juge, exiger d'être traités comme des prisonniers de guerre, c'était la revendication des *moudjahidines* algériens, c'était jadis et de tout temps celui de tous les résistants capturés.

Or, s'il apparaît, d'après les informations qui nous ont été communiquées, que l'activité des commandos palestiniens demeure à ce jour sporadique, s'il semble que cette résistance n'ait pas encore atteint l'ensemble des populations civiles arabes des territoires occupés au point de les faire participer activement, cette situation embryonnaire porte en elle de sombres lendemains.

Au cours des premières années de la guerre d'Algérie, l'activité des combattants était également localisée et sporadique. Pendant cette même période, la population civile arabe, attentiste, comptait les points. Il a suffi, durant quelque temps, d'incidents comparables à ceux de Jérusalem,

de condamnations semblables à celles de Ramallah pour que chaque famille se sente concernée et résiste à sa façon.

Quels que soient les efforts réalisés par les Israéliens, pour éviter dans les territoires occupés cet engrènement tragique, il n'apparaît pas qu'il soit possible de se soustraire à ce cycle qu'entraîne l'affrontement d'une occupation et d'une résistance. A ceux qui nous faisaient grief de nos constants rappels de la guerre d'Algérie, que répondre ? Nous ne considérons pas les Israéliens comme des « Pieds-Noirs ».

Par contre, il est impossible de ne pas reconnaître d'évidentes similitudes entre le F.L.N. et l'Organisation des Palestiniens. Certains de nos interlocuteurs israéliens auxquels nous exposons nos appréhensions nous reprochaient de refuser de voir le présent calme et de jouer les Ezechiel. Mais peut-on parler de calme lorsque le canon gronde quotidiennement sur les bords du Jourdain et sur les rives de Suez ? Est-ce jouer les prophètes de malheur que de constater lucidement tous les orages que recèle déjà le présent ?

L'espérance demeure

Alors que les orateurs discouraient à Tel-Aviv, à Jérusalem, à la tribune du Symposium pour la paix, alors que de sérieuses analyses succédaient à l'apologie de telle ou telle politique, alors qu'un jeune orateur d'une vingtaine d'années intervenait remarquablement après un professeur d'université américaine, il fallait tenter de voir clair. Un tel débat sur la paix, si tonique, si critique envers le gouvernement, eut-il été possible en France lors de la guerre d'Algérie ? Par ailleurs, pour la première fois depuis la « guerre des Six-Jours », des hommes de gauche tenaient publiquement en Israël un colloque pour la paix.

A côté des inévitables scories, les organisateurs de ce colloque, et plus singulièrement celui qui en tira les conclusions, reconnaissaient publiquement certaines erreurs commises vis-à-vis des Arabes. A travers cet examen de conscience, ils recherchaient désespérément la paix, une paix qui se voulait également humaine pour chacun des deux peuples.

L'espérance est de leur côté.

Grâce à de semblables efforts, une nouvelle lueur existe. Quels que soient les drames qui peuvent se jouer demain au Moyen-Orient, même si certaines de leurs positions peuvent sembler discutables, ces hommes portent témoignage que nombre d'Israéliens souhaitent et réclament une paix basée sur le respect des hommes et des peuples palestinien et israélien.

Fred HERMANTIN

EUROPE

Revue littéraire
fondée en 1923

Ses derniers numéros spéciaux

ZOLA

Janvier 1969 - 283 pages
Présentation de Pierre Paraf . 12 F

LITTÉRATURE DU QUÉBEC

Un numéro illustré 15 F

Numéro spécial précédé d'un ensemble d'articles sur les événements de mai 68 12 F

EUROPE

21, rue de Richelieu, Paris (1^{er})
C.C.P. 4560-04 Paris

QUELLE PRESCRIPTION ?

LE 23 avril dernier, le gouvernement d'Allemagne fédérale a adopté un projet de loi tendant à la levée de la prescription pour tous les crimes, crimes de droit commun ou crimes nazis.

Il aura fallu six heures d'une discussion serrée et toute la fermeté du ministre de la Justice, M. Horst Ehmke, un social-démocrate, pour venir à bout de l'obstination du chancelier Kiesinger et des ministres chrétiens-démocrates.

A l'issue du précédent conseil des ministres, la veille, le porte-parole du gouvernement avait déclaré : « *Le rapport du ministre de la Justice a prouvé que la question de savoir si quelqu'un était devenu coupable d'assassinat sans volonté personnelle et sur l'ordre du régime ne pouvait en aucun cas être ignorée.* ». A cela, M. Ehmke a répondu que la différenciation était largement observée par les Tribunaux. Sans doute l'est-elle très largement : 5.000 criminels ont été condamnés par les

tribunaux alliés après la guerre et, en 1964, les tribunaux allemands avaient prononcé 5.445 condamnations dont 76 à la réclusion à perpétuité. C'est peu au regard des conséquences de l'entreprise nazie. Mais doit-on s'en étonner quand on sait que la magistrature ouest-allemande compte quelque 50 membres, juges ou procureurs qui, durant la période hitlérienne, prononcèrent ou obtinrent au moins 1.080 condamnations à mort ?

Le parlement ouest-allemand avait, on le sait, au mépris de sa propre constitution, décidé la prescription des crimes de guerre pour 1965. Devant les réactions internationales et nationales, l'application de cette décision fut reportée à 1969. Les dirigeants ouest-allemands espéraient vraisemblablement en la lassitude de ceux pour qui cette prescription aurait été non seulement une atteinte à la mémoire de millions de morts mais aussi un danger pour l'avenir.

Cette année encore, l'opposition à la prescription s'est manifestée un peu partout

dans le monde, y compris en Allemagne fédérale.

Cette opposition ne doit pas se relâcher. En effet, la décision définitive appartient au parlement et, par le jeu des amendements, le projet défendu par M. Ehmke et qui avait été élaboré par M. Heinemann, nouveau président de la République, peut être vidé de l'essentiel de son contenu. Déjà, indiquait le correspondant du Monde à Bonn, « *certain milieux démocrates-chrétiens avaient proposé de distinguer les criminels accusés de forfaits « extraordinaires » et les autres. On prêtait même au chancelier Kiesinger une certaine faiblesse pour cet étrange compromis.* ».

L'influence du N.P.D.

Si le chancelier et ses amis ont cédé sur un projet dont ils savent qu'il pourra être remis en cause, le Conseil a, au cours de sa réunion du 22 avril, décidé de ne pas demander à la Cour constitutionnelle de déclarer illégal le N.P.D. « *Etant donné qu'une décision de la Cour sur une demande du gouvernement fédéral d'établir l'inconstitutionnalité du N.P.D. ne peut être attendue avant les élections fédérales de l'automne, les électeurs allemands doivent, de l'avis du cabinet, porter d'abord leur jugement sur ce parti nuisible aux intérêts de l'Allemagne.* », a-t-on déclaré officiellement. Dangereuse conception de la démocratie : c'est aussi sous le couvert de la liberté que le parti national-socialiste d'Hitler a pu s'organiser, se développer, mystifier le peuple allemand et plonger le monde dans le chaos !

« *Le N.P.D. a les mêmes droits que les autres mouvements politiques* », a précisément estimé un tribunal fédéral pour lui donner raison contre la ville de Hildesheim qui lui avait refusé une salle municipale.

Les forces qui détiennent réellement le pouvoir en Allemagne fédérale n'ont aucune raison particulière de s'opposer à la renaissance du nazisme. Une autre déclaration officielle est venue le confirmer dernièrement : le capitaine Ernst Thomsen, attaché au Quartier général de l'O.T.A.N. pour la Baltique avait annoncé qu'il serait candidat N.P.D. aux élections législatives de septembre (six autres officiers seront candidats N.P.D. dont un à Dachau) ; le ministère de la Défense a tenu à préciser que le capitaine Thomsen serait libéré de ses fonctions ce mois-ci parce que candidat et non parce que candidat N.P.D. Selon le professeur Rudolf Wildenmann, qui a effectué une enquête sur le comportement de la Bundeswehr (455.000 hommes, 12 divisions), 20 à 25 % des militaires manifestent de la sympathie pour le N.P.D.

Jacques TENESSI.

« ON NE SERT PAS LES ARABES »

M. Jacques Belleville.

DIJON, belle ville historique, parle à l'imagination des voyageurs, à leur imagination et aussi à leur gourmandise : qui ne connaît le cassis et le Kir, le pain d'épice, le chocolat et... les vins bourguignons. Les traditions d'hospitalité y sont profondément enracinées et les visiteurs bien reçus. *Soyez les bienvenus*, dit une pancarte accrochée dans la gare de Dijon.

Ce serait donc faire injure aux Dijonnais que de leur attribuer le comportement plus que douteux de l'un de leurs concitoyens, propriétaire d'un café. Pendant plusieurs mois, l'établissement dit *A la pomme d'or*, rue Guillaume-Tell, en face de la gare, affichait : *Ici, par mesure de sécurité, on ne sert pas les Arabes*. Signé : la Direction.

Le comité du M.R.A.P. de Dijon (présidé par M. J. Dehaussy, doyen de la Faculté de Droit et de Sciences économiques) entra alors en action.

Une lettre de protestation fut envoyée au propriétaire du café, un article publié dans la presse locale : *1968 n'est pas seulement l'année de la commémoration des*

Droits de l'Homme, c'est aussi l'anniversaire du 11 novembre 1918 qui mit fin à une guerre sanglante d'où nos frères arabes ne furent pas exclus, par mesure de sécurité, y rappelait le bureau local du M.R.A.P. Rien n'y fit.

Alors, le Comité, par la voix de son président, intervenait auprès du préfet, du maire et de diverses personnalités politiques, et décidait d'organiser une manifestation pacifique de protestation, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de toute discrimination raciale.

Pas besoin de pitié

Samedi 22 mars, donc, en fin de soirée, quelque deux cents personnes se groupaient dans la cour de la gare de Dijon, face au café, devant la plaque rappelant le sacrifice de nombreux Français déportés dans les camps nazis. Les participants portaient de pancartes, *Non au racisme, Egalité de tous les hommes*, et des banderoles — dont celle du M.R.A.P. — avaient ré-

pondu bien sûr à l'appel de notre Mouvement, mais aussi à celui du Mouvement pour le désarmement et la paix (M.C.A.A.-M.D.L.P.), de l'Association dijonnaise d'alphabétisation aux migrants, du groupe Tiers-Monde, de la Fédération des étudiants d'Afrique Noire (F.E.A.N.F.), de l'Association des étudiants musulmans algériens, de la commission « Immigrés » des Associations syndicales des familles.

M. Jacques Belleville, secrétaire du comité du M.R.A.P. de Dijon, prit la parole pour dégager la signification du 21 mars, date désormais symbolique, et démontrer l'ampleur du danger raciste dans le monde. *La France n'est pas à l'abri de cette lèpre, qu'il s'agisse de croix gammées souillant les synagogues ou des vexations que subissent les ouvriers étrangers, noirs et arabes en particulier*, devait-il souligner.

Alors le cortège, banderoles en tête, se rendit devant *La pomme d'or* où, depuis la veille seulement, la pancarte discriminatoire avait été enlevée.

Un autre orateur, M. José Dillenseger, mit l'accent sur les aspects souvent humiliants de la vie des travailleurs étrangers en France : *Les immigrés n'ont pas besoin de pitié, ils veulent être des hommes à part entière*, conclut-il sous les applaudissements des manifestants qui, auparavant, avaient abondamment hué le propriétaire du café.

Le comité de Dijon, qui a fait la preuve de son efficacité, entend continuer sur cette lancée en combattant aussitôt toute manifestation de racisme en Côte-d'Or. Les informations seront collectées et centralisées auprès d'un responsable et éventuellement communiquées à la presse.

Le comité a décidé aussi la mise en place de deux commissions, l'une pour les travailleurs immigrés, et l'autre qui s'occupera du « racisme dans les livres scolaires ».

UN MESSAGE DE GUSTAV HEINEMANN

LA résolution adoptée le 13 mars, à l'issue de la soirée organisée par le M.R.A.P. contre la prescription des crimes nazis avait été adressée aussitôt à diverses personnalités.

En date du 17 avril, le Dr Gustav W. Heinemann, récemment élu président de la République Fédérale Allemande, fait répondre à Charles Palant, secrétaire général du M.R.A.P. qu'il a « *pris connaissance avec intérêt* » de cette résolution. Précisant qu'il n'est pas encore entré, en fonction comme président de la R.F.A., il rappelle qu'il « *a exprimé depuis longtemps cette exigence que les crimes de sang et de génocide soient rendus imprescriptibles en République Fédérale Allemande.* ».

D'autre part, M. Günter Nagel, secrétaire de la Commission des questions juridiques au Conseil de l'Europe, communique à Charles Palant une recommandation adoptée le 30 janvier 1969 par l'Assemblée Consultative, demandant que les gouvernements membres prennent « *dans l'immédiat les mesures propres à éviter que, par le jeu de la prescription ou par tout autre moyen, restent impunis les crimes commis pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, avant et pendant la seconde guerre mondiale, et plus généralement les crimes contre l'humanité.* ».

« *Je peux vous assurer*, écrit M. Günter Nagel, *que le Président et la Commission ont fait tout leur possible pour faire réserver à ces textes un accueil favorable au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.* ».

TRAFIQUANTS DE LA MISÈRE

DEPUIS plusieurs mois, un gang opérait aux abords de la gare d'Austerlitz, à Paris, au détriment exclusif de travailleurs portugais. Le système était simple et les proies faciles : un rabatteur, Maurice Dendriss, le seul à avoir été écroué, entraînait des arrivants vers certains taxis complices qui les conduisaient ici ou là, à Grenoble, à Brest, voire à Marseille...

Ne parlant pas français, trop confiants en la parole du premier venu, les malheureux se faisaient ainsi escroquer les uns après les autres. Tel, conduit en province et incapable de régler la course forcée, fut accusé — au commissariat — de grivèlerie !

En pareil cas, le chauffeur obligeait le « client » à écrire à sa famille pour obtenir davantage d'argent...

C'est un peu par hasard que fut découvert ce trafic de la misère. L'une des victimes avait été menée à Colombes, puis à Gonesse, pour être enfin reconduite à la gare d'Austerlitz, délestée des

350 F qu'elle possédait. Une interprète d'un comité d'accueil aux immigrés intervint alors et le pot aux roses fut découvert !

Si odieuse que soit cette exploitation du dénuement d'autrui, il ne faut pas oublier dans quel « climat » elle intervient. Clandestine ou légale, l'immigration portugaise est encouragée par les gouvernements français et portugais : le premier régularise avec une relative facilité des situations... irrégulières, le second ne tient pas rigueur à ceux qui ont passé clandestinement la frontière (1). Ainsi se poursuit une immigration dont les conditions n'ont pas été préparées.

A la sortie de la gare, il pourra toujours y avoir un Maurice Dendriss. Et à Champigny un bidonville.

(1) A moins qu'il ne s'agisse d'exilés politiques ou de jeunes gens mobilisables pour les guerres coloniales.

QUELQUE CHOSE DE POURRI

MBASIL d'Oliveira, un métis né au Cap, expert en jeu de cricket, s'était installé en Grande-Bretagne pour pouvoir exercer son talent en toute tranquillité, intégré dans l'équipe britannique.

A cause de lui, fut annulée la tournée de ladite équipe au pays de l'apartheid. En effet, le Premier ministre d'Afrique du Sud ne pouvait tolérer qu'un homme de couleur participe à un match, fut-ce dans une équipe étrangère.

Depuis, on a appris que Balthazar Vorster avait trouvé des complices en Angleterre même : trois membres du comité de sélection avaient tenté d'écarter M. Basil d'Oliveira de l'équipe nationale et un homme d'affaires sud-africain lui avait proposé une jolie somme pour qu'il renonce à la sélection.

Un Anglais, William Shakespeare, écrivait : « Il y a quelque chose de pourri au royaume du Danemark. »

Oncle Tom.

en bref

tional populaire. Le RANFRAN avait demandé au préfet de l'interdire puis menacé de manifester.

Le C.N.P. avait proposé aux dirigeants du RANFRAN de visionner le film mais ceux-ci ont refusé l'offre. Ils ne veulent rien voir ni entendre. Comme au temps de la guerre d'Algérie.

Une famille tzigane du Haut-Rhin, de onze enfants, ne restera pas sans toit.

Mme Reinhardt avait vécu durant plusieurs années en caravane à Helfrantzkirch mais les autorités municipales n'avaient jamais accepté cette présence et menaçaient Mme Reinhardt et les gosses d'expulsion (1).

Plusieurs organisations, notamment le C.L.E.P.R., l'Association Notre-Dame des Gitans, etc., sont intervenues auprès du préfet du Haut-Rhin.

Celui-ci a décidé le recasement de la famille Reinhardt dans les locaux d'une gare désaffectée, sur le territoire d'une commune voisine.

Il a aussi décidé qu'une autre famille tzigane — moins nombreuse que celle de Mme Reinhardt — serait

hébergée à Helfrantzkirch, aux lieu et place de la précédente.

Ainsi, la municipalité ne pourra-t-elle plus invoquer l'argument fallacieux qu'elle utilisait, à savoir qu'elle ne pouvait pas laisser la famille Reinhardt dans un local trop exigü...

(1) Droit et Liberté, n° 281

Afrique du Sud

Le professeur Christian Barnard a pris position contre la ségrégation dans le corps médical.

Le célèbre chirurgien s'est en effet déclaré en faveur d'une égalité des traitements des médecins blancs et noirs.

Dans une déclaration diffusée au lendemain de son départ pour le Gabon, le professeur a dit son opinion qu'il était injuste que les médecins blancs reçoivent en Afrique du Sud des honoraires supérieurs à ceux des médecins noirs ou d'origine asiatique.

Cette inégalité avait donné lieu récemment à une protestation collective des médecins d'origine indienne. Plus d'une centaine

d'entre eux avaient offert leur démission des hôpitaux parce que leurs traitements avaient été fixés à environ la moitié de ceux de leurs confrères blancs.

Deux journalistes comparaissent devant un tribunal, à Johannesburg : ils avaient dénoncé les tortures pratiquées dans les prisons sud-africaines.

Témoin, un ancien geôlier d'une prison de Boksburg a indiqué que dans celle-ci on torturait des détenus à l'électricité et que la bastonnade était pratique courante.

Deux policiers doivent, par ailleurs, répondre de la mort de trois détenus lors du transfert d'une prison à une autre. Un témoin a dit comment lui-même et ses quatre-vingt-cinq co-détenus africains avaient été laissés six heures dans un camion fermé, en plein soleil. Les policiers n'avaient même pas jugé utile de donner à boire aux détenus dont trois avaient ainsi trouvé la mort.

On a appris, par ailleurs, que l'année dernière de gros investissements étrangers avaient été effectués en Afrique du Sud : 274 millions de livres sterling (98 millions de plus qu'en 1967). Ainsi, tend à se perpétuer un régime dont la « prospérité » résulte de la terreur et d'une ségrégation raciale dont il n'existe pas d'autre exemple au monde.

Etats-Unis

L'Association nationale pour le Progrès des Noirs (N.A.A.C.P.) intente une action judiciaire contre le secrétaire d'Etat à la Défense, son adjoint, et le secrétaire au Travail.

La N.A.A.C.P. les accuse d'avoir signé un contrat de 9 millions de dollars avec trois entreprises textiles du sud qui pratiquent une discrimination raciale dans l'embauche.

L'Association reproche à l'administration Nixon, au Pentagone surtout, de s'être contentés d'une promesse verbale des trois compagnies de modifier leur politique d'embauche et non d'un engagement écrit ainsi que l'exige une loi sur l'embauche datant de 1965.

Cette affaire souligne les contradictions de la politique raciale américaine, l'attitude équivoque du gouvernement Nixon face aux problèmes raciaux ainsi que ses relations ambiguës avec les ultra-conservateurs du sud.

Contrairement à ce que pense la majorité des Américains, la proportion des antisémites est moins élevée chez les noirs que chez les blancs.

C'est ce qu'a indiqué M. Dore Schary, président du B'Nai B'Rith, association pour laquelle le Centre de recherches de l'Université de Californie a effectué une enquête.

M. Dore Schary a encore indiqué que plus d'un tiers de la population des Etats-Unis était antisémite, mais le plus souvent sous une forme passive (les deux tiers comprennent une majorité d'indifférents), que 37 % se font des juifs une idée fondée sur les vieilles « légendes » suivant lesquelles les juifs dominent le système bancaire international, sont trop puissants, trop ambitieux, etc.

« La leçon de l'holocauste nazi, a encore dit M. Schary, est qu'en période de crise, la puissance des antisémites est aidée non par ceux qui sont violemment anti-juifs mais par ceux qui tolèrent l'antisémitisme. »

Guadeloupe

Il est rare qu'un commissaire de police soit inculpé de violation de domicile, arrestation illégale, violences et voies de fait, surtout en Guadeloupe.

C'est pourtant ce qui est arrivé à M. Alain Martzloff, commissaire à Basse-Terre. Ce dernier avait forcé la porte de M. Gérard Lauriette le 6 avril 1968 et l'avait arrêté pour délit d'outrage. Le même jour, M. Lauriette était hospitalisé. Le 8, il était libéré, avec une incapacité de travail de 20 jours !

M. Lauriette, inculpé dans l'affaire dite « des Guadeloupéens », avait été acquitté par la Cour de Sécurité de l'Etat le 1^{er} mars 1968.

Il faut cependant préciser que trois jours après son inculpation, le 31 mars dernier, le commissaire inculpé quittait la Guadeloupe pour la France.

Irlande

Le capitaine O'Neill, Premier ministre de l'Irlande du Nord, province autonome de la Grande-Bretagne, a démissionné.

Il avait tenté en vain de faire accepter le principe de l'égalité politique de tous les Irlandais, protestants et catholiques.

De violentes bagarres s'étaient produites auparavant, malgré les efforts des militants du Mouvement pour les droits civiques groupant catholiques et protestants.

Le système électoral pratiqué jusque-là, reposant sur la fortune individuelle, ex-

clut une grande partie des citoyens catholiques.

Nouvellement élue à la Chambre des Communes, Mlle Bernadette Devlin a déclaré : « Il n'y a pas un Anglais qui puisse comprendre le peuple irlandais. Catholiques et protestants forment le peuple opprimé d'où je viens et que je représente. »

De fait, le gouvernement britannique a laissé la situation se détériorer et au moment de la crise a envoyé 5 000 policiers en renfort.

« Il n'y a pas de place pour nous, les paysans, a aussi dit Mlle Devlin, dans la société des propriétaires fonciers d'Irlande du Nord. »

Pologne

Louis Aragon, Simone de Beauvoir, Maurice de Gandillac, Michel Gordey, Alfred Kastler, Jacques Madaule, J.-P. Sartre et

Elsa Triolet, ont évoqué récemment dans une déclaration commune la situation faite aux Polonais d'origine juive.

« Sous prétexte d'antisémitisme, disent-ils, un antisémitisme se développe depuis quelques mois en Pologne avec le concours d'une partie au moins des milieux dirigeants. Bien que l'antisémitisme soit toujours officiellement condamné et que les actes officiels n'en fassent point état, on respire, en Pologne, une atmosphère qui pourrait rappeler divers précédents fâcheux (...)

« Nous demandons instamment aux autorités polonaises de faire cesser au plus tôt la campagne de dénigrement systématique et de suspicion dont sont aujourd'hui victimes les citoyens polonais d'origine juive et de revenir sur les sanctions injustifiées dont trop d'entre eux ont déjà été l'objet, au déni de leur existence passée. »

« Il y va de l'honneur de la nouvelle Pologne. »



Un mort dans une rue de Beyrouth : depuis quelques semaines, la tension ne cesse de croître entre le gouvernement libanais et les mouvements palestiniens implantés au Liban.



Le centre de Paris au XVI^e siècle. Au centre, les Halles (213), Saint-Eustache (214); les deux axes nord-sud des rues Saint-Denis (249) et Saint-Martin (256); la rue Bourg-l'Abbé (246) a dû céder le passage au boulevard de Sébastopol, tracé par Haussmann au XIX^e siècle.

Histoire

LA VIE MILLÉNAIRE D'UN QUARTIER DE PARIS

Le quartier des Halles (où le M.R.A.P. a son siège depuis septembre) a perdu sa figure légendaire : le grouillement des charrettes, des camions et des diables, des débardeurs, des clochards et des noctambules, le déballage des cageots de légumes, les effluves de la marée, les bruits... tout a disparu. Les Halles sont parties à Rungis. Reste encore « la viande » qui occupe jusqu'en 1970, deux des pavillons construits par Baltard.

Le Conseil de Paris a décidé de sauvegarder le caractère historique du quartier en limitant les destructions d'immeubles à la zone de rénovation : quinze hectares comprenant deux secteurs : le plateau Beaubourg et le carreau des Halles. Le reste, une zone de vingt hectares, qui en-

toure ces deux secteurs sera « réhabilitée » et restaurée.

C'est sous terre que sera construit le quartier neuf des Halles, treize mètres plus bas que l'emplacement des pavillons libérés. En effet, le Conseil de Paris a adopté le principe d'un vaste « forum » souterrain auquel on accéderait par la station du métro-express régional. Il s'agira d'une place entourée de boutiques, de cinémas, de salles de réunions et d'autres éléments culturels ou sportifs (patinoire, piscines, etc.).

Mais en attendant que les travaux commencent, ces mots prometteurs — rénovation, restauration — ne doivent pas cacher la réalité humaine. La seule restauration entraînera le sacrifice d'un millier de logements. La zone à détruire, elle, compte 5 000 habitants, parmi les-

quels de nombreux immigrés (En 1962, ils étaient 3 291 dans le 1^{er} arrondissement).

Même si le programme de construction de H.L.M. est maintenu, en particulier sur le plateau Beaubourg, les habitants des Halles — près de 40 % d'entre eux ont des ressources inférieures à 900 F par mois — et surtout les vieux — 15 % de la population du quartier — n'auront pas les moyens d'accéder à ces logements neufs ou à ceux qui seront réhabilités.

Le relogement sur place dans les locaux libérés par les grossistes, l'utilisation d'un ou plusieurs pavillons pour l'organisation de spectacles ou d'expositions, l'aménagement de centres culturels et sportifs permettraient de régler humainement certains problèmes et surtout de redonner vie et animation au quartier.

LORSQU'EN 1108, Louis VI le Gros transfère un marché établi jusqu'alors place de Grève (l'actuelle place de l'Hôtel-de-Ville) au lieu dit les Champeaux — ou Petits champs — en bordure du chemin qui mène à Saint-Denis, il accentue encore le caractère déjà commercial et cosmopolite de ce qu'on appelle les Halles aujourd'hui.

Dès avant le X^e siècle, l'édification, entre la Cité et l'Abbaye de Saint-Denis, de l'église Saint-Martin-des-Champs et d'autres églises, Saint-Merri, Saint-Magloire, Saint-Jacques, contribue à faire de ce quartier, un lieu de pèlerinage, de passage et d'échanges.

Des légendes qui tuent

Les pèlerins en route vers Saint-Jacques-de-Compostelle empruntaient le chemin qui venait de l'Abbaye de Saint-Denis, ancienne voie romaine et future voie royale : c'est par là (l'actuelle rue Saint-Denis) que les rois et les reines feront leur entrée solennelle dans Paris. Sur l'emplacement des numéros 129 à 135 de la rue Saint-Denis, avait été d'ailleurs construit en 1319 l'hôpital Saint-Jacques par la confrérie Saint Jacques aux Pèlerins (1).

C'était aussi le chemin des Flandres : la Cour Batave (n^o 60 rue Saint-Denis) démolie en 1858 et où s'étaient installés des marchands de toile hollandais n'en était-elle pas un vestige ?

La religion et le commerce devaient donc faire la fortune du quartier et entraîner un important accroissement de la population.

En 1183, Philippe-Auguste réunit aux Champeaux, la foire Saint-Ladre (ou Saint-Lazare). Pour assurer la sécurité des marchandises et des vendeurs, il y fait construire à l'usage des drapiers et des tisserands, deux bâtiments qu'on appellera les Halles et qui seront édifiés avec de l'argent confisqué aux juifs.

C'est avec des ressources semblables que Philippe-Auguste fit agrandir l'église des Saints-Innocents (actuel square des Innocents) où en 1171, on inhuma « un enfant nommé Richard qui avait été crucifié par des juifs à Pontoise » (1).

Nourri de légendes anti-juives, artisan avec Frédéric Barberousse et Richard Cœur-de-Lion de la troisième croisade (1189-1192), génératrice comme les deux précédentes de pogroms et de persécutions en France comme en Allemagne et en Angleterre, Philippe Auguste avait dès son accession au trône en 1180, fait arrêter tous les juifs. « Il ne les relâcha que contre

une rançon de quinze mille mares d'argent; il annula ensuite toutes leurs créances sauf un cinquième qu'il s'attribua; il ordonna enfin leur expulsion générale. » (2)

Jusqu'en 1182, date de leur expulsion, les juifs étaient fortement concentrés dans la « juiverie » des Champeaux, anciennes rues de la Draperie, de la Poterie, de la Chaussetterie, de la Halle-au-Blé...

Après leur retour, en 1198, et jusqu'en 1306, date de l'expulsion ordonnée cette fois par Philippe le Bel, les juifs habiteront la « juiverie » Saint-Bon, rue Saint-Merri, rue du Renard, rue Quincampoix, rue des Lombards, rue de la Tacherie — ancienne rue de l'Attacherie : les artisans installés, dont les juifs, y faisaient le commerce des « attaches, épingles, boucles, agrafes, tous objets qui touchaient à l'orfèvrerie encore importante aujourd'hui dans le Marais » (3).

Lombards et « lombarde »

L'enrichissement des juifs qui, privés de terre et exclus des métiers « jurés », étaient voués au négoce puis à l'usure, devait inspirer à Philippe le Bel quelques solutions à ses embarras financiers. Solutions qui correspondaient d'ailleurs au climat de l'époque, où, dans une atmosphère de ferveur religieuse, se développaient les représentations des « Mystères de la Passion » et se répandait la notion des forfaits attribués aux juifs : meurtres rituels et profanation de l'hostie.

Ainsi donc, Philippe le Bel, non content de faire le commerce des rouelles, signe distinctif imposé aux juifs par le concile de Latran en 1215, s'approprie leurs biens avant de les expulser en 1306. Dans la foulée, il confisque les richesses des Templiers qui étaient avec les juifs et les Lombards les principaux créanciers de la couronne.

Si seul l'archétype du juif usurier a subsisté à travers les siècles, il existait des usuriers chrétiens, malgré les efforts de l'Eglise; en particulier les confréries italiennes des Caorsins et des Lombards.

La rue des Lombards en perpétue d'ailleurs le souvenir. De riches commerçants venus de Gênes, Venise, Florence, Pise, Siègne s'installèrent sous Philippe-Auguste dans l'ancienne rue de la Buffèterie qui prolongée par d'autres rues devenait en 1322 la rue des Lombards (du 57 de la rue Saint-Martin au 2 de la rue Sainte-Opportune) — Boccace, fils d'un Florentin y naquit en 1313 —. Très curieusement, par extension, « le mot russe « lombarde » désigne de nos jours un mont-de-piété; il

en était de même en Angleterre et en Allemagne jusqu'au début du XIX^e siècle; il possède encore cette signification en yiddish » (2).

Le tocsin de la Saint-Barthélémy

Si les juifs rappelés en 1315 par Louis X, puis définitivement expulsés en vertu d'un édit promulgué le 17 septembre 1394 — jour du Grand Pardon — par Charles VI n'alimenteront plus la chronique des persécutions en France et à Paris jusqu'au XVII^e siècle, c'est qu'à cette époque, les protestants français assumaient alors la condition d'une minorité brimée et massacrée.

C'est d'ailleurs en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois située face au Louvre que fut sonné le tocsin, dans la nuit du 23 au 24 août 1572, nuit du massacre de la Saint-Barthélémy.

Les « hérétiques », protestants et autres, étaient brûlés non loin de là au cul-de-sac des chiens, où plus tard devait s'élever la potence, avant que cette impasse ne prenne son nom actuel, par référence sans doute à cet instrument : rue de l'Arbre-Sec.

Enfin, dans la longue liste des victimes livrées à la vindicte populaire du quartier, il faut peut-être mentionner les opposants politiques à la couronne qui finissaient, avec les voleurs et autres criminels sur le pilori installé face aux bâtiments des Halles rue Pirouette (une rue dont il ne reste qu'un pan de maison à l'angle des rues Rambuteau et Mondétour).

Les Halles essentiellement alimentaires d'Henri II — en 1553 il fit reconstruire toutes les installations — et de Louis XVI restèrent en état jusqu'en 1854. A cette date, elles furent démolies et remplacées par les dix pavillons actuels dont la plupart furent conçus par l'architecte Victor Baltard, qui, au siècle dernier, fut aussi audacieux (et donc aussi contesté) que Le Corbusier voici quelques années. Il fut l'initiateur de l'architecture métallique.

Aujourd'hui, on peut conclure avec Jacques Prévert : « C'est trop grand les Halles pour Paris, Paris trop petit pour lui. » (4)

Marguerite KAGAN

(1) Georges Hillairet, Dictionnaire historique des rues de Paris, éd. de Minuit.

(2) Léon Poliakov « Du Christ aux juifs de Cour », éd. Calmann Lévy.

(3) L. Crémieux « A propos de l'île aux juifs », Notre communauté, mars-avril 1969.

(4) Jacques Prévert et Romain Urhauer « Les Halles », éd. des Deux Mondes.



L'ennemi vaincu

Peinture

LES GUÉRILLEROS

« LES tendances constructives du monde nouveau qui s'annoncent dans les événements et les esprits » (1), Paul Rebeyrolle les fait siennes dans les toiles qu'il nous montre actuellement à la galerie Maeght.

Art de suggestion, c'est « l'anecdote éclatée » dont parle Jean-Paul Sartre. Nous sommes sur le sol cubain, mais des guérilleros nous ne voyons que les traces, empreintes de sang, bérets verts au milieu des cailloux et de la terre. Quant à l'ennemi, c'est cet oiseau noir dont les plumes sont « collées rageusement en touffes menaçantes, pétrifiées dans leur sauvagerie agressive » (2). Mythe et réalité sont étroitement mêlés dans ces « Paysages » de la guérilla.

« La peinture, comme la révolution, se regarde avec les yeux mais se fait avec les mains et s'esquisse dans la tête » note Carlo Franqui, écrivain et révolutionnaire cubain, dans sa lettre-préface à l'exposition.

C'est lui qui, en 1967, a organisé le Congrès culturel de La Havane, auquel a participé Paul Rebeyrolle. A l'occasion de ce séjour, le peintre a fait la connaissance de guérilleros; en leur compagnie il a parcouru la Sierra Maestra, et a réalisé sur place deux toiles intitulées « Sol de Cuba »

qui peuvent être considérées comme les premières de la série « Les Guerilleros ». « Tes tableaux m'ont restitué des images de la Sierra Maestra que mes pieds avaient parcourue mais que mes yeux n'arrivaient pas à reconstruire.

La mer et le ciel, deux bleus, un seul.
La terre et le rouge, le noir et le rouge.
La tache rouge et noire sur la terre.
La bombe, le napalm, l'explosion.
Le corps, les fragments sur la pierre» (3).

Autant d'appels

Ce sol aride et chiche, cette lumière brutale, cette odeur de massacre, nous les ressentons physiquement. Rebeyrolle nous plonge intensément dans le milieu qu'il décrit. Pas de perspective, un monde à deux dimensions, d'éléments bruts.

Faisant suite aux empreintes, aux emplacements, aux énormes morceaux de matière « sculptée », aux papiers collés, qu'il utilise dès 1964, le peintre incorpore ici dans ses tableaux, de la terre, des cailloux, des champignons, des plumes d'oiseaux. Peinture

figurative ou abstraite ? La question paraît maintenant sans objet, le sujet fait partie de la toile peinte, « il naît pour ainsi dire de l'environnement, c'est-à-dire de la sensation produite par l'organisation formelle de la matière et de la couleur ».

Dans « La Naissance de la Révolution », grande toile en hauteur dominée par l'oiseau menaçant, des mains surgissent du sol comme autant d'appels. En octobre 1967 « La Mort du Che » bouleverse le peintre. Un instant la révolution paraît sombrer dans une « Apocalypse », mais elle se relève plus forte et, plus vigoureuse que jamais, « l'idée et l'action du Che se sont mises en marche pour toujours » dans « L'Ennemi Vaincu ».

Est-il vraiment mort ?

A ce sentiment de victoire et de joie qui tout d'abord nous submerge, succède peu à peu une sorte d'angoisse. Rebeyrolle semble hanté par cet oiseau ; de quelque côté que nous nous tournions, il est là, amas de plumes « sanguinolentes », écrasé

au sol, « blessé », « foudroyé », mais est-il vraiment mort ?

Nous ne trouvons pas ce débordement de joie impulsive, cet espoir immense né de la liberté retrouvée. Alors que la lettre-préface de Carlo Franqui se termine en une sorte de ronde enfantine, Paul Rebeyrolle reste angoissé. Pourquoi ? N'aperçoit-il pas les joies d'un monde nouveau sorti de la révolution ? Peut-être est-ce surtout l'énergie, la violence révolutionnaire qu'il a voulu montrer, « le devoir de violence » ?

Il reste que Paul Rebeyrolle a atteint « à travers le réalisme de sa pratique picturale à cette grandeur épique physiquement éprouvée par l'homme et à laquelle bien peu de peintres parviennent » (2). Il a capté le message du Che qui selon Carlo Franqui, a « montré la possibilité immédiate pour chaque homme de commencer la révolution, en tout lieu, en tout temps, aujourd'hui et même partout, de toutes les façons ».

Solange DREYFUS.

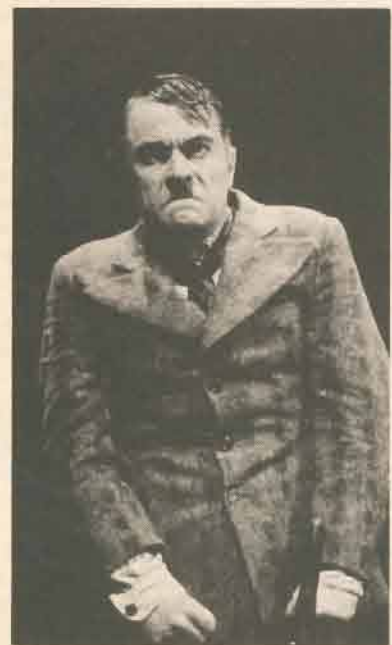
- (1) Elie Faure.
(2) R.J. Moulin.
(3) Carlo Franqui.

Théâtre

LA COMÉDIE DES HÉROS

Le Théâtre National Populaire a repris l'œuvre de Bertolt Brecht qui fut l'un de ses plus grands succès, *La résistible ascension d'Arturo Ui*. C'est Robert Hirsch, « prêté » par la Comédie Française, qui succède à Jean Vilar dans le rôle de Hitler-Ui-Al Capone.

Bien des choses ont été écrites sur Bertolt Brecht et sur son théâtre, le plus important peut-être de notre siècle. La plupart des dramaturges et des metteurs en scène travaillent aujourd'hui sur son acquis. De « *Lecture de Brecht* », de l'un des meilleurs spécialistes du Théâtre, Bernard Dort (éditions du Seuil), voici une courte analyse de *Arturo Ui*.



Robert Hirsch dans le rôle d'Arturo Ui.

LORSQUE Brecht veut mettre à la scène, « Pour le monde capitaliste », « L'Ascension d'Hitler », il prend soin de la transposer dans un milieu de gangsters à Chicago, parmi les gangsters des fruits et légumes, du chou-fleur exactement : c'est *La Résistible Ascension d'Arturo Ui*. Ainsi il « réduit » les personnages historiques, trop proches de nous, trop puissants sur notre sensibilité ; il ramène les héros, même les plus négatifs, à des dimensions humaines ; il les livre au ridicule, car « il faut écraser les grands criminels politiques, et les écraser sous le ridicule ».

Toutefois il évite également l'excès contraire ; il ne diminue pas ses héros au point de les faire paraître inoffensifs : Brecht n'est pas Offenbach, il ne tombe pas dans la parodie qui est l'inverse de l'héroïcisation. Des textes projetés à la fin de chaque tableau d'Arturo Ui rappellent les événements réels, et la pièce se termine brutalement par l'apparition d'une « femme couverte de sang qui s'avance en trébuchant vers l'avant-scène » : pour la première fois, le peuple entre dans le jeu — c'est lui qui paie, avec son sang.

De plus, parallèlement à cette déshéroïcisation de Hitler et de sa bande, Brecht opère une autre transposition : il prête aux personnages historiques ainsi « traités » un langage de héros shakespeariens, ce mélange de vers et de prose, ces formes métriques « nobles » de la traduction allemande de Shakespeare par Schlegel, et il demande que sa pièce soit représentée dans le grand style, de préférence avec des réminiscences bien reconnaissables du théâtre élisabéthain.

Le traducteur français d'Arturo Ui, le remarque justement : « C'est lui — ce vers schlegelien — qui, plus impérieusement encore que les écrivains descendus des cintres, doit rappeler que cette histoire de choux-fleurs et de gangsters siciliens a coûté à l'Europe des millions de cadavres, et le plus ou moins de dissonance entre le vocabulaire plat et sordide et le rythme qui l'enserme mesure l'intervalle qui sépare les criminels historiques de la grandeur qu'ils s'attribuent eux-mêmes, et que nous-mêmes leur prêtons.

Livre

VIE ET MORT D'UN JUIF NAZI

(par Rosenthal et Gelb - Editions Stock).

DANS une condition d'oppression, l'homme opprimé peut pour se délivrer, choisir la solution du « refus de soi » qui se traduit par une identification passionnée avec ses oppresseurs.

Cependant, ce refus paroxystique de soi, « cette haine de soi » (1) non seulement « va dans le sens même de l'oppression mais conduit à la mort de l'opprimé » (2). L'opprimé, en l'occurrence le juif, devient alors une victime du racisme, lui qui tient pour vraie l'image morbide que se fait de lui l'antisémite.

Rosenthal et Gelb nous donnent dans leur livre : *Une victime de plus — Vie et mort d'un juif nazi*, une brillante illustration de ce cas limite du refus de soi.

A l'automne 1965, un jeune homme de 28 ans, Daniel Burros « Aigle Royal » du Ku-klux-klan, membre de différents mouvements d'extrême droite, fasciste et raciste notoire, se suicidait le jour même de la publication dans le *New York Times* d'un article qui révélait ses origines juives. A partir de cet effroyable fait divers, Rosenthal et Gelb eux-mêmes rédacteurs au *New York Times* analysent le « phénomène Burros » et se livrent à une investigation approfondie de sa vie pour comprendre comment et pourquoi Dan Burros était devenu ce qu'il était.

Personne autant que lui ne haïssait les juifs et ne désirait autant leur destruction. Il n'y a écrit-il, « en Amérique aucun mal qu'un pogrom ne guérirait ». Il osait rêver « d'un système de torture consistant à raccrocher les nerfs des juifs aux cordes d'un piano sur lequel il aurait joué... et il portait sur lui une savonnette enveloppée de papier vert sur laquelle étaient inscrits en allemand ces mots : pure graisse juive ».

Un rêve brisé

Enfance pourtant banale que celle de Dan Burros : petit-fils d'émigrés juifs, il avait vécu dans un milieu traditionaliste et nul mieux que lui ne lisait l'Haftorah. Le rabbin Appleman dont il était l'élève pensait que Danny deviendrait « certainement quelqu'un, un rabbin, un professeur peut-être ». Très vite, dès qu'il entre à l'école, il se révèle batailleur, violent,

hargneux, et la carrière militaire devient sa véritable obsession. Il renonce cependant à West Point, mais s'engage dans l'armée, pas dans n'importe quel régiment, car il a la haine du banal, de l'ordinaire, il choisit les parachutistes. Mais le pauvre gros Danny surnommé le canard, le nain, est tourné en dérision par ses camarades. L'armée devient alors pour lui « une forme de réalité qu'il n'avait pas connue, la réalité d'un rêve brisé, d'un échec ». Il quitte l'armée, lit Nietzsche, *Mein Kampf*, collectionne insignes et écussons allemands et a pour idéal Rommel. Il adhère au Mouvement Nazi Américain dont le leader Rockwell fut assassiné en 1967. Il aspirait ainsi « au supplice et à l'exécution du juif qui était en lui » (p. 78). Il a aussi des contacts avec les *Black Muslims* qu'il surnomme « ces bons nazis noirs ». Il devient lieutenant de Rockwell mais trouve son chef inefficace, s'affilie à un autre parti extrémiste : le Parti de la Renaissance Nationale de James Madole et connut enfin la période la plus heureuse de sa vie en entrant au Ku-klux-klan.

L'essentiel de cette étrange histoire se situe dans le chapitre V (pp. 57 à 78) au cours duquel Rosenthal et Gelb s'interrogent à partir du cas Burros sur le juif, sur le concept de judéité sur « l'infortune d'être juif » : « le juif a conscience de sa différence et il la déteste... et tout ce qui en lui (Dan) était juif lui apparut comme un obstacle dressé entre lui et la puissance à laquelle il aspirait. Burros choisit la solution de s'identifier avec l'opresseur,

l'homme fort et de devenir ainsi lui-même, un juge des juifs ».

Parallèlement au récit de la vie de Burros, les auteurs se livrent à une excellente étude des groupes américains d'extrême droite composés d'une poignée d'oisifs, de marginaux « appartenant presque tous aux couches inférieures de la classe moyenne ». Ils passaient leur temps à cirer leurs bottes et à se servir de leurs poings.

La solution fausse

Cette histoire exemplaire nous démontre que la solution de l'homme opprimé n'est pas dans le refus de soi. Si nous voulons trouver une solution, il nous faut nous reporter à ce qu'écrit Albert Memmi dans *l'Homme dominé* (chapitre du « portrait du petit juif » p. 116) : « la tragique vérité est que dans une condition d'oppression, ni le refus de soi, ni l'affirmation de soi ne peuvent délivrer l'opprimé, pis encore ils aggravent son malheur... les autres attitudes, qu'il s'agisse de la foi, de l'universalisme abstrait, de l'assimilation (qui est refusée aux juifs par les autres) constituent des fausses solutions ». C'est que le sens de l'oppression nous révèle Albert Memmi, se situe dans « toutes leurs dimensions collectives ».

Gisèle COSCAS.

(1) « La haine de soi » portrait du colonisé p. 156 Editions Jean-Jacques Pauvert. *Libération du juif*, chapitre 7 p. 92 Gallimard.

(2) *L'Homme Dominé*. Editions Gallimard.
(3) Rosenthal est né en 1922 au Canada. Il est citoyen américain depuis 1951. Journaliste, il collabore au *New York Times* depuis 1944. Ses reportages lui ont valu de nombreux prix dont le Prix Pulitzer.

Gelb est né en 1924 à New York. Il est rédacteur du *New York Times* depuis 1963. Il a écrit en collaboration avec sa femme une biographie de l'auteur dramatique Eugène O'Neill.

PIEDS SENSIBLES

Les chausseurs du super-confort et de l'élégance

Choix UNIQUE en CHEVREAU, en SPORTS et en TRESSE MAIN

Femmes du 35 au 43 — Hommes du 38 au 48

6 largeurs différentes

(9°) GARE SAINT-LAZARE, 81, rue St-Lazare (M° Saint-Lazare - Trinité)

(6°) RIVE GAUCHE, 85, rue de Sèvres (M° Sèvres - Babylone)

(10°) GARE DE L'EST, 53, boulevard de Strasbourg (M° Château-d'Eau).

Magasins ouverts tous les lundis



les livres

Egypte, mes yeux, mon soleil

par Jean Dideral (Editeurs Français Réunis - 19,75 F)

Jean Dideral a été avocat en Egypte de 1930 à 1950. Il réside maintenant en France. Son récit constitue une description de la société égyptienne de 1945. Il est aussi, par l'évocation de personnages et de scènes de la vie quotidienne, un témoignage de sympathie envers le peuple égyptien (il montre au passage comment l'Angleterre tenta d'opposer musulmans et coptes, ce qui prend un relief particulier quand on sait que l'auteur n'est ni musulman ni copte...).

La matière première de son livre, ce sont les témoignages des anciens clients de Jean Dideral et aussi des observations personnelles.

Culture et enseignement en Algérie et au Maghreb

par Abdallah Mazouni (éd. Maspéro 15,40 F)

L'Algérie s'est trouvée confrontée à sa libération, comme les autres pays du Maghreb, à une situation culturelle complexe : « Cette culture, explique l'auteur, est écrite et orale : elle emprunte différents véhicules : l'arabe dialectal et classique, le berbère et le français. » L'auteur l'analyse « à la fois comme passé et comme continuité, comme présent et devenir. »

D'une lecture facile, cet ouvrage intéressera tous ceux qui se préoccupent des problèmes culturels et particulièrement de ceux du Tiers-Monde.

Abdallah Mazouni montre en tout cas ce qu'il y a eu d'aliénant et d'enrichissant dans la confrontation, dans le heurt même de différentes cultures au Maghreb.

J.T.



le cinéma

Calcutta

Calcutta! Que de rêves se sont déjà noués autour de cette ville, faits de désespoir, d'oubli, de musique, du Fleuve Gange, de mysticisme...

Et en surimpression on savait le chômage, les morts de faim.

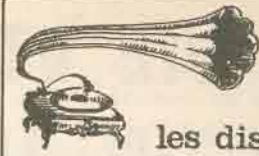
C'est cela que montre Louis Malle dans son dernier film, **Calcutta**. La splendeur et la misère mêlées : dans le « mourir » (lieu où l'on vient mourir), un homme répond à la question : « **Pourquoi avez-vous tout quitté à 20 ans? — Parce que la vie est une illusion** »; un immeuble est construit, la main d'œuvre est si bon marché que toutes les briques sont montées jusqu'au sommet par des travailleurs; ils coûtent moins cher que l'achat d'un treuil.

Les images sont incessamment belles, qu'il s'agisse de cérémonies du bain au bord du Gange, d'un riche mariage, où même des **compounds** (les bidonvilles). La caméra s'attarde sur des visages immobiles, sur les cheveux d'une femme morte que l'on incinère.

Mais tout au long du film nous éprouvons un malaise. Louis Malle a volontairement mis sur le même registre misère et beauté. Ce monde nous semble trop lointain, trop étranger à nous. Ses vibrations ne nous atteignent pas. Nous **assistons** à une vie lente et immobile — même lorsqu'il s'agit de manifestations, dont nous ne connaissons aucun des mécanismes.

A trop vouloir décrire, Malle ne nous ouvre qu'un livre d'images belles et horribles à la fois. Est-ce une suprême honnêteté à l'égard du spectateur et la volonté de le laisser juger? Celui-ci aura certainement mauvaise conscience : mais il risque d'éprouver un sentiment d'accablement, d'impuissance, faute d'une **analyse** faisant corps avec la **description**.

Michèle DESCOLONGES.



les disques

La revanche du petit Rital

— « **Quand j'ai débarqué en France, à Marseille, à 16 ans, j'étais un petit Rital...** »

Il n'y a pas de rancune dans la voix de Serge Reggiani quand il égrène ainsi ses souvenirs d'enfance. Et pourtant l'impression qu'il garde de cette époque et qu'il traîne avec lui jusqu'à ce nouveau succès que lui apporte la chanson est bien une impression de solitude. Cette incommunicabilité de petit étranger perdu dans un pays inconnu, il semble que le destin se soit chargé de le prolonger par ce malentendu dans ses rapports avec les gens du « métier ». Trop honnête pour les compromissions nécessaires, trop intelligent pour accepter de jouer n'importe quoi, trop petit pour inspirer confiance aux producteurs, pas assez beau, que sais-je encore de toutes les inepties que peuvent raconter dans la tour d'ivoire de leur bureau messieurs les producteurs qui mélangent l'art et le commerce?

En tentant une carrière dans la chanson Serge Reggiani pouvait craindre de se retrouver dans les mains de ces mêmes



commerçants du spectacle. Mais là il a gagné, tout seul ! Il a gagné car le temps était venu de la franchise et de l'effort même solitaire, le temps de la contestation et du courage, de l'efficacité contre la publicité, de l'émotion contre l'hermétisme.

A 46 ans, Serge Reggiani est la plus sûre valeur de la chanson française.

Son dernier album (Polydor 4890L) qui contient deux disques est plein de ces belles chansons qui ont fait le succès, mérité, de son tour de chant de Bobino.

Bernard SANNIER-SALABERT.



la poésie

Au Seuil

Le Seuil, c'est un laboratoire et un département de lettres et sciences humaines. Tel quel y voisinent avec esprit, cornues et bibliothèque. En parc de loisir et d'étude, collections, auteurs, témoignages : de très divers biens d'humanité.

En poésie, naguère gardé aux gens de la Maison, le Seuil s'est entrouvert. D' **Ecrire**, banc d'essai, le dernier **Poésie** livre de J. Gugliemi « la flexion de l'image... en forme de débris », le parti pris de préciosité mais la condition mélodique de G.H. Renolleau ; de G. Drano le style d'une tendresse humaine, de James Sacré l'ambition grave et, bien que pesante d'un vouloir érotique, émouvante ; cependant que A. Maumejean nourrit ses images-synthèses de musique pleine.

Un cadre vermeil, et noirs sur fond blanc : quatre titres. Quatre poètes. Par **L'Application des Lectrices aux champs**, Claude Minière demande au langage une aventure de Prothée. On désire à ses dons une vertu de chance mais la fragilité des réponses narratives fait craindre des périls.

Pierre Toreilles n'était pas inconnu. **Dire le simple Alors nos yeux voient ce qui est. Nos yeux restitués.**

Ce soucieux a terriblement usé la fatigue d'être et de savoir sur ses chemins secrets. **Est-ce l'âme qui souffre ainsi, de ne pouvoir durer ?**

En **Voir**, il pèse le jardin déserté par les dieux. Et ses noces spirituelles sont de silence.

De J.C. Renard, **Résurrection** nous avons révélé la première œuvre **Don Juan. La Braise et la Rivière**, feu et eau, jeu de récits et notes poèmes, portent loin l'ambition de poésie.

La neige divisée d'écartier la lumière que fait encore la nuit et d'accueillir la nuit où la lumière perdue se tient peut-être encore comme un reste de braise tombé du bois brûlé se tait sur la forêt.

L'art est encore susceptible de tendresse.

Jean Cayrol tremble sur mai. Il a beau (excusez-moi !) se l'offrir et nous offrir la plus extravagante nature, se tenter sur juin, juillet, août de poèmes en vacances, trop d'actuel sur trop de passé colle à lui : **Poésie-Journal**, 200 pages d'un témoin. L'homme n'échappe pas à ce qu'il est, déchirure et richesse.

Jean CUSSAT-BLANC

Wilfrid Lucas vient de publier ses **Mémoires** chez Beauchesne. Il est très malade. **Paris, n'attends pas trop !**



les revues

L'Afrique artistique et littéraire

La Société africaine d'édition publie depuis peu de temps une très belle revue culturelle sur l'Afrique et le monde noir (1) qui paraît tous les deux mois. Ce bimestriel est placé sous la responsabilité de Pierre Biarnès et Paulette Decraene.

Il faut savoir gré de la qualité des articles proposés, de la clarté de la présentation, de l'iconographie et de la mise en page.

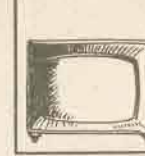
L'apport le plus intéressant que cette revue offre se situe surtout à travers certains titres d'articles. Citons-en quelques-uns : **D'où vient et où va le roman maghrébin? Yambo Ouologuem ou l'Afrique sans frontière** ● **La gloire de la ruse de l'empereur du Nakem (nouvelle historique de Yambo Ouologuem)** ● **Histoire de ma vie, de Fadhma**



Aït Mansour Amrouche ● **Entretien avec Maurice Rattou sur l'art africain** ● **Les rencontres d'Eros et de Thanatos, ou les tombeaux vezo de Madagascar** ● **Les pages, le bûcher et l'essor du christianisme en Ouganda** ● **La harpe présente à sa façon le royaume du Bénin aux contemporains de Charles X. Route étroite pour le jeune cinéma sénégalais** ● **Miriam Makeba (symbole d'un peuple et d'un art)** ● **La radio-télévision gabonaise (une entreprise en expansion)** ● **Douce et triste : la poésie malgache** ● **Une expérience archéologique en Mauritanie : les chantiers de Tagdawts** ● **L'oracle, une farce représentative du théâtre africain contemporain etc.**

Jean MAYBON.

(1) L'Afrique littéraire et artistique, 32, rue de l'Echiquier, 75-Paris (10^e).



la télévision

La journée de la déportation

L'émission dominicale « **Source de vie** » a présenté le 13 avril un court métrage sur ce que fut la vie quotidienne dans le ghetto de Lodz pendant la deuxième guerre mondiale. On a pu revoir quelques images cruelles de la barbarie nazie présentées étrangement sur un mode ironique, d'un terrible effet caustique, et illustrées musicalement par « **L'Hymne à la joie** »; ces visions crépusculaires laissent quand même une lueur d'optimisme, notamment avec la conclusion sur ce chant d'espérance : « **Ne dis jamais que c'est ton dernier jour** ».

On aurait aimé que de telles images ne soient pas seulement diffusées un dimanche matin à l'occasion d'une émission religieuse. La journée de la déportation aurait dû être marquée à la télévision par une évocation historique conçue et réalisée spécialement pour cette commémoration et programmée à la meilleure heure d'écoute. Or le sujet de la déportation n'a été abordé, à ce que l'on sache, que dans le magazine « **Clio, les livres et l'histoire** » pour la présentation de l'ouvrage édité par la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes.

L'émission du rabbin Josy Eisenberg a évoqué la mémoire de Raoul Wallenberg, ce Suédois qui multiplia les efforts pour sauver les juifs de Hongrie. Le mystère de sa disparition a été exposé... Sera-t-il jamais élucidé?

Le même dimanche nous avons apprécié une émission de la station régionale de Bordeaux « **Terre promise** » consacrée aux immigrés portugais. Dans ce pays basque si attachant, là où l'on ne sait pas où finit la France et où commence l'Espagne, Jacques Sylvain et Marc Chevillot ont mené une minutieuse enquête sur le passage et le destin de ces hommes à la recherche d'un gagne-pain. Ils ont su saisir l'odieux de certains individus — moralement proches des négriers de jadis — qui n'hésitent pas à escroquer ces travailleurs portugais chassés de chez eux par la misère. Ce document ne prétendait pas être exhaustif. C'était un intelligent constat sur un drame que personne n'a le droit d'ignorer.

Jean CONTE.



(Illustration de Boris Taslitzky)

COMPLAINTE DES MENDIANTS ARABES DE LA CASBAH et de la petite Yasmina tuée par son père

Le 8 mai 1945, à l'heure même où carillonnaient les cloches de la victoire, la répression s'abattait sur des manifestants en Algérie, à Sétif, à Guelma, à Constantine. Les soldats algériens, « ces Mohamed ben Mohamed engagés volontairement ou recrutés sans le savoir... revenus des champs de bataille au son des cloches chrétiennes, pour fêter la victoire du monde civilisé, d'autres charniers les attendaient », écrit Kateb Yacine dans son *Polygone étoilé* (Ed. du Seuil). On estime le nombre des victimes à quelque 40 000 personnes. Ainsi l'ordre colonial tendait-il à se perpétuer, à maintenir l'humiliation et la misère.

En octobre 1951 à Alger, Ismaïl Aït Djafer « lève son verre plein de sang à la santé de ceux qui sont en bonne santé ». Un fait divers lui a inspiré un long cri de révolte - *Complainte des mendiants arabes de la Casbah et de la petite Yasmina tuée par son père*.

Le 20 octobre 1949, Ahmed Khouni, 40 ans, avait poussé sa fille, Yasmina, 9 ans, sous les roues d'un camion. Le 30 octobre 1951, la Cour d'Assises d'Alger le déclare irresponsable et ordonne son internement dans un asile d'aliénés. Mais le jour du drame, Ahmed et Yasmina, vivant jusque-là de mendicité, n'avaient mangé qu'un morceau de pain : ils n'avaient plus pour fortune qu'une pièce de 5 anciens francs.

Ismaïl Aït Djafer est né à Alger en 1929. Il fut étudiant puis journaliste. Il vécut dans l'exil de 1958 à 1962. Il devint fonctionnaire après la proclamation de l'indépendance de l'Algérie.

C'est d'abord à compte d'auteur que fut éditée la *Complainte*, puis par les Editions d'un parti algérien. Elle fut reprise par les Temps modernes (1954), par les Editions P.-J. Oswald (1960) et figure dans l'Anthologie des Ecrivains maghrébins d'expression française (Ed. Présence africaine - 1964).

La *Complainte*, faite du refus de l'ordre établi, annonçait en quelque sorte une révolte plus radicale, celle de 1954.

On peut imaginer aujourd'hui le *meddah*, le conteur public, racontant sur une place des Martyrs, l'histoire d'Ahmed et de Yasmina, adaptée en arabe.

Viens, Charlemagne,
Je vais te dire un poème

Mais tu sais,
Charlemagne,
Il y a des gens qui disent j'ai faim
Et puis c'est tout.
Il y a des gens qui disent j'ai froid
Et puis c'est tout.
Il y a des gens qui disent j'ai sommeil
Et puis s'étendent sur le marbre
Des dalles
Des trottoirs
Des rues
Désertes...

Mais le ventre plein, les enfants de Charlemagne
Chantent une chanson
Une chanson qu'on apprend à l'école :
Au clair de la lune
Mon ami Pierrot.
Prête-moi ta plume
Pour écrire un mot.

Les mains des pauvres
A la Casbah
Sont longues et maigres et tendues comme des racines
De pomme de terre.
La voix des pauvres
Est grêle
Et ils ont des yeux ronds
Et ils ont une sale gueule.

Je voudrais me mettre en colère
En colère hurlante, gesticulante
Me mettre en colère comme les gens qui savent se
Mettre en colère
En frappant
Du poing sur les tables qu'ils cassent pour
Obtenir ce qu'ils veulent
Je voudrais me mettre en colère
A cause
De la douce petite Yasmina
Qui n'a pas voulu
Mourir et qui est morte
L'autre jour
Rue Franklin-Roosevelt.

Avant de mourir la petite
Yasmina
Dormait là
Avec son petit papa
Qui l'a assassinée
Simplement
Brusquement
Avec ce geste paternel
Et pas du tout méchant
Du paysan laborieux
Conscientieux, qui sème la petite graine de
Neuf ans
Dans le sillon
Des pneus d'un gros camion qui passe
Et qui repasse
Lorsque l'enfant paraît
Patati
Et lorsque l'enfant disparaît
Patata.

Je laisse aux gens qui ont déjà vu un camion

Ecraser un bonhomme et du sang
Gicler
Le privilège de se
Rappeler
L'horreur
Et le dégoût et puis la fuite lâche
Devant un cadavre
Surtout devant le cadavre d'une
Petite fille innocente.

Ah ! gens d'enfer et de potence et du vendredi
Que vous achetez au bazar
Du bon Dieu
Et du remords reconnaissant
Huile d'olive laissée pour compte que vous videz goutte
A goutte
Sur les boulons de votre mécanique à produire de la
[simili-pitié]

Goutte
A
Goutte
Larme à
Larme que vous repompez dans les sébiles
Des pauvres et les tirelires des petits enfants que vous
Ecrasez
Du gros rire de vos
Camions
Ah ! hyènes et chacals
Il vous faut un jour à l'eau bénite
Dans une semaine
Païenne
Pour laver les guenilles et raccommoder les hardes de votre
FRATERNITE
Un jour
clair
Pour la promenade de vos bons sentiments
Condamnés
A la réclusion perpétuelle dans les cachots de vos bêtises
[et de vos]

Egoïsmes.
Je vous insulte
Hyènes et chacals
Quand passe à portée de ma voix la fenêtre
Par laquelle
Vous jetez votre argent aux troubadours de vos
Plaisirs
En
Piétinant les petits chanteurs sans voix
De la charité de la jambe
de bois sculpté
dans l'arbre de la
Stupidité
Je vous insulte
Braves gens
repus
cossus
A tous les modes et à tous les temps
Par vos largesses de dindon carrossant sur la route
Et votre petitesse
De passants à la besace pleine et cadencée par le
Fil de chanvre
Sale
Des Harpagons de la cité



ROBES

JERSEY

JUNIOR

LA GAMINERIE

137, boulevard Saint-Germain



PARIS, ROME, GENÈVE, MONTRÉAL

COMPLAINTE DES MENDIANTS ARABES DE LA CASBAH



Ce n'est pas comme cela que
J'aurais voulu te voir finir, Khouni, dans un asile de fous
Dégradé par un médecin psychiatre
Dégradé dans ta punition
Dégradé dans ta liberté
Dégradé dans ton acte de tueur
Qui tue de sang-froid
Une petite fille
Pour des prunes, pour des noix
Pour des cacahuètes
Te voir déclarer en tremblant et
En pleurant
Que c'est toi le tueur
Sans irresponsabilité mentale
Forcer l'horreur
Forcer le crime
Forcer l'Absurde
Contraindre l'Absurde
Soumettre l'Absurde jusqu'à l'urine de la peur
Forcer la liberté
Ta liberté
Sans asile de fous
Où l'on mange bien où l'on dort bien où l'on boit bien
Où l'on n'est plus qu'un fou
Qui ne mendie pas et qui ne tue pas avec
Cette absurde liberté
Liberté absurde et consciente de sa
RESPONSABILITE
Khouni Ahmed
Conard-poltron excusable face à la guillotine
Guillotine des hommes qui font
La Justice et le Droit
Idiot
Parce que ces hommes et cette guillotine
Endossent tout
Et ta responsabilité et ton
Irresponsabilité
Et votre absurdité à tous
Avec le sang de ta fille
Tu as acheté
pour la vie
La soupe des accusés
Et le pain des condamnés
Dans la prison chaude
De ta conscience
Etuuffée
A présent te voilà fou
Ils se sont chargés de ta lourde irresponsabilité
Mentale
Et ce n'est plus leur faute
Et ce n'est plus ta faute
Et ce n'est plus la faute de la petite Yasmina
Et ce n'est même plus la faute
De cette formidable absurdité qui se
tord de rire l...

LA VIE DU M.R.A.P.

MAI 1969

NÉCESSITÉS PERMANENTES

C'EST résolument tournés vers l'avenir que nous célébrons les vingt ans du M.R.A.P. Il ne s'agit pas, pour nous, d'une commémoration, mais d'une étape dans la lutte. Pourtant, l'analyse du passé est indispensable si l'on veut corriger les erreurs et les faiblesses, afin de renouveler, de multiplier les succès.

Le résumé de ces vingt années, que nous évoquons en des pages trop brèves, donnera sans doute, à ceux-là mêmes qui ne les ont pas vécues directement, l'idée des centaines de manifestations, d'initiatives de toutes sortes, à travers lesquelles se dessine l'image exaltante de notre Mouvement.

COMMENT cela fut-il possible ? Grâce, avant tout, à l'activité des milliers d'hommes et de femmes, lucides, responsables, dévoués, qui ont offert sans compter leur temps et leur intelligence à la cause que nous défendons. Personnalités célèbres ou militants modestes, croyants ou athées, d'opinions politiques et de milieux sociaux divers, en s'unissant, en joignant leurs efforts, ils ont fait du M.R.A.P. ce qu'il est aujourd'hui.

Telle est sans doute la leçon principale dont nous avons à nous inspirer : notre Mouvement n'a jamais été, ne doit pas être un groupe étroit et fermé, un simple état-major, mais le lieu vivant d'une rencontre en vue d'une action commune ; et ils sont légion en France, jeunes ou vieux, ceux qui connaissant cette action, ont ou auront à cœur d'y prendre part.

DE cette conception, basée sur une profonde confiance dans le peuple français et dans ses traditions généreuses, découlent certaines règles générales, auxquelles, aujourd'hui et demain, comme hier, il importe de se tenir.

D'abord, la nécessité permanente d'informer sur le racisme et ses manifestations, et de faire appel à tous pour le combattre. Pour cela, *Droit & Liberté* est notre arme essentielle. En second lieu, la nécessité de recruter sans cesse de nouveaux combattants, qui non seulement nous feront bénéficier de leur sympathie, mais qui partageront nos tâches.

La nécessité, enfin, d'implanter partout des comités locaux, pour donner à cette participation un cadre démocratique et efficace.

SIGNALER ces devoirs organisationnels à l'occasion d'un anniversaire peut paraître à certains sans rapport avec l'événement.

Il le faut, au contraire, pensons-nous, pour donner du M.R.A.P. une image complète, pour rendre un hommage mérité à ceux qui l'ont ensemble construit en vingt ans d'efforts quotidiens. Et pour qu'il continue.

Albert LEVY.

CECI S'EST PASSÉ EN AVRIL

Mercredi 16 avril. — Colloque sur le racisme au siège de l'Armée du Salut, à Paris (19^e). Exposition sur ce sujet. Distribution de *Droit & Liberté* à tous les participants.

Jeudi 17 avril. — Débat sur la crise du Moyen-Orient et le racisme au foyer des jeunes de Tomblaine (M.-et-M.), animé par des membres du comité du M.R.A.P. de Nancy.

Samedi 19 avril. — Pierre Paraf, président du M.R.A.P., est l'orateur du meeting

pour la commémoration de l'insurrection du ghetto de Varsovie, organisé par l'ensemble des associations juives de Nancy.

● Soirée consacrée aux Gitans, à leur art et à leurs problèmes, organisée par la M.J.C. de Maromme (Seine-Maritime), avec la participation de Roger Maria, membre du Bureau national du M.R.A.P., et de Vanko Rouda.

Vendredi 25 avril. — Pierre Paraf assure une conférence sur le racisme à la Maison des Enseignants de Melun-la-Rochelle.

CE MOIS-CI

Jeudi 8 mai : Débat et exposition sur l'antisémitisme au ciné-club du C.E.S., Monts-de-Vigne à Dijon.

Vendredi 9 mai : Exposition au C.E.G. du Grand-Pressigny (37) organisée en collaboration avec le Comité du M.R.A.P. de Tours : « **Divers aspects du racisme en France et dans le monde.** » Projection de « **Derrière la fenêtre** », de J. Schmidt.

Du 15 mai à fin juillet : Le théâtre de l'Unité fait une tournée avec la pièce « **L'Amérique est blanche** » de Martin Luberman. Montage de photos et exposition doivent accompagner la pièce.

Samedi 17 mai, après-midi, au Club des jeunes de Châtillon-sous-Bagneux (92), exposition, projection et débat sur le thème : « **Le racisme existe-t-il en France ?** »

Vendredi 23 mai : Le Comité M.R.A.P. de Nanterre, en collaboration avec le Centre culturel communal, annonce une soirée cinématographique, à 20 h 30, à la salle des fêtes, rue de la Mairie.

Mai-Juin : Exposition au lycée Jeanne-d'Arc de Clermont-Ferrand : « **Les jeunes dans le monde.** » La partie concernant « **Le racisme, la faim, la guerre** » a été préparée avec l'aide du M.R.A.P.

Samedi 26 avril. — Débat animé par M^e Armand Dimet, membre du Bureau national du M.R.A.P., après la projection de « **One potato, two potato** », au Ciné-Club de Bessancourt (95).

Mardi 29 avril. — Conférence « **Racisme et antiracisme en 1969** » par Roger Maria à l'Institut universitaire de technologie d'Angers.

● Projection du film « **Le garçon aux cheveux verts** » à Nancy, par les soins du Comité du M.R.A.P.

ÉCHOS DU 21 MARS

Nous avons publié dans notre dernier numéro un premier bilan des manifestations qui ont eu lieu en France à l'occasion de la Journée Internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars). Ces informations supplémentaires nous sont parvenues depuis :

— Une interview de Pierre Paraf, président du M.R.A.P., par Mme Hieronymus, a été diffusée le 21 mars dans les émissions pour l'étranger, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

— D'autres messages de solidarité, s'ajoutant à ceux que nous avons déjà cités,

ont été reçus par le M.R.A.P. pour la soirée du 13 mars consacrée à la prescription des crimes nazis. Ils émanent de : MM. François Billoux, député, ancien ministre; Marcel Paul, ancien ministre, président de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes; Joseph Rosselli, ancien député, maire de Belleville (Rhône).

— Parmi les multiples manifestations qui ont eu lieu dans toute la France pour la Journée Internationale, il convient de citer particulièrement la soirée organisée par nos amis d'Aubenas au cours de laquelle furent projetés les films « La Chaîne » et « Le Temps des assassins ».

NOS PROPOSITIONS DE LOI

A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le M.R.A.P. s'est adressé aux différents groupes de l'Assemblée nationale, leur demandant d'intervenir :

a) En faveur de la ratification par la France de la Convention internationale sur l'élimination de toute forme de discrimination raciale;

b) Pour la discussion et le vote des propositions de lois antiracistes élaborées par le M.R.A.P. et déposées par des députés de diverses tendances.

— M. Michel Durafour, député de la Loire (P.D.M.) est intervenu auprès de M. Foyer, président de la Commission des lois, pour demander que les propositions de lois antiracistes soient inscrites à l'ordre du jour.

— M. Aymar Achille-Fould (P.D.M.) a fait une démarche dans le même sens.

— M. Paul Stelhin (P.D.M.) a adressé une question écrite au ministre des Affaires étrangères, lui demandant si, « dans un délai raisonnable », le projet de loi de ratification de la Convention internationale va être soumis au vote du Parlement.

— M. Guy Ducloné (communiste) a soumis au ministre des Affaires étrangères une question orale relative à la Convention internationale; et au garde des Sceaux, une question orale avec débat concernant « l'inscription à l'ordre du jour prioritaire du Parlement » des propositions de lois antiracistes.

— Le groupe F.G.D.S. a déposé l'une des propositions de lois et demandé par une question écrite la ratification de la Convention internationale.

ON DEMANDE DES MÉDICAMENTS POUR LE SÉNÉGAL

L'Union générale des travailleurs sénégalais en France collecte actuellement des médicaments destinés aux dispensaires de brousse du Sénégal, à des malades sans ressources.

Ceux de nos amis qui peuvent aider l'U.G.T.S.F. sont priés d'adresser les médicaments à M. Ka - U.G.T.S.F. - 40, rue Benoît-Malot, Puteaux (92), ou de téléphoner à M. Sally N'Dongo : 506-54-10.

Les dispensaires ont besoin de : bleu de méthylène; mercurocène sodique; méthyle

salicylate; sodium bicarbonate, sulfate; talc; ampoules d'eau bidistillée 5 cm³, d'huile camphrée 5 cm³, de quinine formiate 0,050; capsules de fougère mâle calomel; comprimés anti-dysentériques, d'aspirine, parégoriques, pectoraux, permanganate de potassium, terpine codéine; pommade d'Elmerich, mercurielle double, oxyde jaune de mercure; teinture d'iode; pommade oxyde de zinc; collutoire bleu de méthylène; collyre à l'argyrol, au sulfate de zinc, etc.

LES « 4 A 7 »

Le samedi 19 avril avait lieu, au siège du M.R.A.P. le « 4 à 7 » consacré au jazz. D'éminents spécialistes : Lucien Malson, directeur du bureau du jazz à l'O.R.T.F., professeur au C.N.P.S., Alain Gerber, professeur au C.N.P.S., le critique Jean Wagner, le pianiste Art Simmons, ont participé au débat, qu'animait notre collaborateur Gilles Dreyfus. Les diverses interventions étaient complétées par une intéressante illustration sonore.

Le samedi suivant, le débat avait pour thème : « Les gitans ». Sous la présidence de Roger Maria, membre du Bureau national du M.R.A.P., il s'est déroulé avec le concours de M. Philippe Lemaire de Marne, ethnologue, de notre ami Vanko Rouda, président du Comité international tzigane, et du chanteur Lick Dubois. La séance s'acheva par l'interprétation d'un poème et d'une chanson par Maïssa Rouda, dont l'assistance applaudit longuement la voix chaude et vibrante.

C'était le dernier « 4 à 7 » de la série commencée en novembre : cette expérience très positive portant sur les sujets les plus divers, a été suivie au total par des centaines de personnes, particulièrement des jeunes. Dès octobre, elle reprendra.

PIERRE PARAF A L'O.R.T.F.

« Dans la peau d'un noir », de l'écrivain américain H. Griffin, a donné lieu à une excellente émission de Roger Pillaudin, le 6 avril sur « France-Culture ». Diffusée pour l'anniversaire de l'assassinat de Martin Luther King, cette émission était présentée par Pierre Paraf, président du M.R.A.P.

LE CARNET DE D.L.

NAISSANCE

Anne est née le 17 avril au foyer de notre collaborateur Charles FUTERMAN et Madame.

Nos meilleurs vœux au bébé et nos félicitations aux parents.

DÉCÈS

Un jeune militant du Comité d'Agen du M.R.A.P., Estéban GOMEZ, est décédé récemment, victime d'un accident de voiture.

Aux parents de Estéban GOMEZ, à nos amis d'Agen, nous présentons nos sincères condoléances.

PETITES ANNONCES

Droit & Liberté recherche vendeurs. S'adresser au siège de la revue.

Notre confrère « PRESSE Nouvelle Hebdomadaire » célébrera le 4^e anniversaire de sa fondation le 13 mai prochain.

Une réunion est prévue à cette occasion ce jour-là à 20 h 30 à l'hôtel Moderne, place de la République à Paris, à laquelle participeront le professeur P.-H. Klotz, Max-Pol Fouchet, M^{re} André Blumel, M^{re} Charles Lederman, R. Marienstras et André Gisselbrecht.

Concours d'abonnements

ET LES VENDEURS ?

Innovation dans le concours d'abonnements à *Droit et Liberté* : plusieurs comités, dont celui de Nanterre, qui se consacrent systématiquement à la vente de notre revue au numéro se sont estimés lésés par rapport à ceux qui ont choisi la diffusion par abonnements. La vente, disent-ils, demande un travail tout aussi réel, et si elle est poursuivie régulièrement, ne peut-on pas l'assimiler à une série d'abonnements ? Ces arguments paraissent valables. Il est donc admis que la vente de 11 numéros par un militant ou un comité sera considérée comme l'équivalent d'un abonnement d'un an (11 numéros également).

Parmi les nouveaux concurrents qui viennent d'entrer en lice, signalons le comité de Noisy-le-Sec ; ceux de Tours et de Lille restent parmi les plus actifs dans ce domaine. Mais le classement général demeure inchangé.

Un voyage à Cuba

Un voyage de trois semaines à Cuba pour deux personnes : tel est rappelons-le, le premier prix de ce concours. On comprend que l'émulation devienne de plus en plus vive pour le mériter. Mais que chacun se rassure : les possibilités sont immenses, et le maximum d'abonnements obtenus (34) par le concurrent qui est actuellement en tête, peut-être, nous en sommes certains, atteint et dépassé par beaucoup d'autres. Ne laissez pas ce concours à des « spécialistes ». Il peut et doit être l'affaire de tous.

Précisons une nouvelle fois :

- Que tout participant au concours doit rappeler, en envoyant des abonnements le nombre qu'il totalisait jusqu'alors, afin d'éviter toute erreur ;
- Que des carnets d'abonnements peuvent nous être demandés (5 formules par carnet) mais qu'ils ne sont pas indispensables pour prendre part au concours : l'envoi d'une adresse et du montant suffisent pour être inscrit immédiatement au rang des concurrents ;
- Que les abonnements recueillis doivent nous être transmis aussitôt pour que les souscripteurs puissent recevoir le numéro du mois en cours.

mrap

PRESIDENT D'HONNEUR : Léon LYON-CAEN (Premier Président Honoraire de la Cour de Cassation) ; **PRESIDENT** : Pierre PARAF ; **SECRETAIRE GENERAL** : Charles PALANT.

COMITE D'HONNEUR

Bâtonnier Paul ARRIGHI, Georges AURIC, Claude AVELINE, Robert BALLANGER, Roger BASTIDE, Jean CASSOU, Aimé CESAIRE, Diomède CATROUX, Charles de CHAMBRUN, André CHAMSON, Pierre COT, Docteur Jean DALSACE, Louis DAQUIN, Hubert DESCHAMPS, Henri DESOILLE, Michel DROIT, Pasteur André DUMAS, Adolphe ESPIARD, Henri FAURE, Max-Pol FOUCHET, Marcel GROMAIRE, André HAURIQUO, Charles-André JULIEN, Alfred KASTLER, Joseph KESSEL, Alain Le LEAP, Michel LEIRIS, Jeanne LEVY, Darius MILHAUD, Théodore MONOD, Etienne NOUVEAU, Jean PAINLEVE, Jean PIERRE-BLOCH, Marcel PRENANT, Alain RESNAIS, Emmanuel ROBLES, Françoise ROSAY, Armand SALACROU, Jean-Paul SARTRE, Laurent SCHWARTZ, Jean SURET-CANALE, Jacqueline THOME-PATENOTRE, Général Paul TUBERT, VERCORS, Dr WERTHEIMER.

Robert ATTULY, Vincent AURIOL, Georges DUHAMEL, Yves FARGE, Françoise GAY, Jacques HADAMARD, Georges HUISMAN, Jules ISAAC, Frédéric JOLIOT-CURIE, Jean LURCAT, André MAUROIS, Amiral MUSELIER, Marc SANGNIER, André SPIRE, Chanoine Jean VIOLLET.

MOUVEMENT CONTRE LE RACISME, L'ANTISÉMITISME ET POUR LA PAIX (M.R.A.P.)
120, rue Saint-Denis - Paris (2^e) - Téléphone : 488-09-57 - C.C.P. : 14-825-85 Paris

BULLETIN D'ADHÉSION

Approuvant le combat de « Droit et Liberté » et désireux de soutenir l'action contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix,

J'ADHÈRE AU M.R.A.P.

Nom Prénom

Profession

Adresse

Je vous envoie, à cet effet, la somme de (1).

Je souhaite (2) :

- recevoir une documentation complète sur le M.R.A.P.
- être invité à ses réunions et manifestations,
- participer à l'un de ses Comités locaux ou professionnels.

Le montant de la carte d'adhésion (à partir de 5 francs) est laissé à l'appréciation du souscripteur, selon ses possibilités, compte tenu de la nécessité d'apporter le soutien le plus efficace à l'action du M.R.A.P.

OFFRE SPÉCIALE AUX LECTEURS DE

droit & Liberté

LA BICYCLETTE PLIABLE DE VOS VACANCES...



- transportable en voiture.
- de faibles dimensions une fois pliée.
- très légère (16 kg).
- en villé, peut se ranger dans un placard.
- parfaitement équipée (deux freins, l'un à main, l'autre par rétropédalage; circuit électrique complet; porte-bagage; sacoche à outils).
- fabrication tchécoslovaque.

Envoyé à domicile, sous emballage protecteur, au prix extraordinaire de 230 F, frais d'expédition compris...

LA MUSIQUE A L'HEURE QUE VOUS AVEZ CHOISIE...



- à l'heure convenue, vous réveille en musique.
- pense à votre émission préférée.
- vous rappelle l'heure de vos coups de téléphone.
- très maniable et peu encombrant (121 x 77 x 36 mm; poids: 400 g).
- de haute qualité pourtant: sept transistors, grandes et petites ondes; fourni avec étui cuir.
- fabrication soviétique.

Envoyé en recommandé, sous emballage protecteur, au prix spécial de 165 F, frais d'expédition compris.

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

vous prie de lui faire parvenir (1) MONTANT

— une bicyclette pliante _____

— un poste de radio-réveil « Signal » _____

Total : _____

Ci-joint chèque bancaire, mandat-poste, chèque postal (1).

Signature : _____

A envoyer à PAN-EUROPEAN, 44-46, boulevard Magenta - PARIS-10^e - C.C.P. 2962-22 Paris.

N.B. — Les frais d'expédition sont compris dans le montant.

D.L.

(1) Rayer les mentions inutiles.

VINGT ANS DÉJÀ

par Pierre PARAF
président du M.R.A.P.

VINGT ans déjà !... Vingt ans seulement ! Ces deux exclamations refléteront la mesure de l'œuvre accomplie au cours de deux décennies par un Mouvement qui s'est imposé aux combattants de la fraternité du monde.

Vingt ans. Cet âge merveilleux, dont on aperçoit la beauté seulement lorsqu'elle s'est évanouie, n'est pas plus un âge facile que l'enfance n'est ce clair paradis célébré par les poètes.

Pour les organisations de masses comme pour les hommes, il faut naître dans la souffrance, grandir dans l'épreuve et le combat.

En réalité, le M.R.A.P. qui ne portait pas encore ce nom, mais celui de Mouvement National contre le Racisme (M.N.C.R.) remonte à six ou huit ans avant sa consécration officielle. Il est associé pour moi à la guerre des ombres de la Résistance, aux enfants juifs cachés dans les environs de Lyon, à la « boîte » aux lettres clandestine de mon camarade « Michel » à Grenoble. La Gestapo rôde autour de lui. La mort le menace. L'espérance et la fraternité l'éclairent.

Mais c'est en 1949, le 22 mai, que son acte de naissance est proclamé, salué en des assises solennelles par 2 000 délégués représentant 102 sociétés et organisations.

1949. Quatre ans nous séparent d'une victoire dont les buts, les impératifs sont désormais oubliés. L'Europe, le monde sont divisés par la guerre froide en deux blocs antagonistes. C'est le temps où l'Allemagne se réarme sur l'ordre de certains alliés. Le temps où le nazisme qu'on croyait avoir à jamais abattu redresse la tête, regroupe ses effectifs. Celui du mac-carthysme et de la honteuse chasse aux sorcières aux Etats-Unis. Le temps

aussi où sur la terre du socialisme, d'odieuses persécutions aux relents antisémites vont frapper les plus vaillants.

La décolonisation que l'égoïsme aveugle a refusée s'accomplira ça et là en des convulsions sanglantes qu'une loyale coopération pratiquée à temps eût épargnée.

Le M.R.A.P. a surgi de la volonté des hommes de paix de tenir le serment de la Résistance, de rassembler tous les ennemis du racisme hitlérien, d'étendre son combat à toutes les formes du racisme, à la défense de toutes leurs victimes : juifs et noirs, gitans et travailleurs immigrés.

Si l'antisémitisme, qui n'est qu'une des formes du racisme, tient dans son titre une place singulière, c'est qu'il comporte en raison de sa complexité une thérapeutique spéciale. Et la paix par laquelle son nom s'achève demeure le but suprême de son action.

Présidé à sa création par notre ami André Blumel, le M.R.A.P. aura, trois ans après, à sa tête, l'une des plus nobles personnalités juridiques de notre temps, Léon Lyon Caen, président honoraire de la Cour de Cassation A notre Mouvement, il n'a pas seulement accordé le prestige de son nom, pas seulement orienté son action dans la ligne que lui dictaient sa sagesse et sa fidélité. Il lui a donné, il nous a donné à tous l'exemple du courage, de la sérénité d'un cœur blessé par la perte au combat de ses trois fils, se dédiant au salut, à l'honneur de l'avenir.

Lorsque des difficultés se dressent sur notre route, lorsque de graves décisions sont à prendre, c'est vers la haute mémoire de Léon Lyon Caen qu'il convient de nous tourner.

LE PRIX DE LA FRATERNITÉ



Palais de Chaillot, 1964 : à l'occasion de la création par le TNP de sa pièce *Zoo ou l'Assassin Philanthrope*, l'écrivain Vercors reçoit des mains du président Pierre Paraf le Prix de la Fraternité pour l'ensemble de son œuvre.

Décerné chaque année par le MRAP, le Prix de la Fraternité « couronne l'œuvre ou la réalisation française, dans les domaines littéraire, artistique, scientifique ou philosophique, qui aura le mieux contribué à servir ou exalter l'idéal d'égalité et de fraternité entre les hommes, sans aucune distinction d'origine, de race ou de religion ». Les lauréats en ont été :

Christian-Jaque pour la réalisation du film *Si tous les gars du monde* (1956); Elsa Triolet pour son roman *le Rendez-vous des Etrangers* et Gabrielle Gildas-Andrzejewski pour son roman *Pas de cheval pour Humida* (1957); Marguerite Jamois, Pascale Audret et Georges Neveux pour la réalisation théâtrale du *Journal d'Anne Frank* (1959); Jules Isaac pour l'ensemble de son œuvre (1960); Jules Roy pour son livre *La guerre d'Algérie* (1961); Robert Merle pour son roman *l'Île* (1962); Jean Schmidt pour son film *Kriss Romani* (1963); le théâtre de la Commune d'Aubervilliers pour la réalisation successive de trois pièces consacrées au racisme : *Andorra* de Max Frisch, *Les Chiens* de Tone Brulin et *L'Instruction* de Peter Weiss (1965); Maurice Bèjart à l'occasion de la création en France de son ballet sur la 9^e Symphonie de Beethoven (1966); Claude Berri pour son film *Le vieil homme et l'enfant* (1967); Christian de Chalonge pour son film *O Salto*.

NOTRE SERVICE LIBRAIRIE

Pour vous permettre d'approfondir les divers problèmes traités dans **Droit & Liberté**, des livres nombreux sont à votre disposition. Nous vous proposons, ce mois-ci, la sélection suivante :

● **LE RACISME DANS LE MONDE**, par **Pierre Paraf**.

Cet ouvrage édité en collection de poche (Petite Bibliothèque Payot) offre sur les aspects tant historiques qu'actuels du racisme, et sur les moyens de le combattre, une synthèse indispensable. Ceux qui ignorent tout du problème aussi bien que les militants actifs tireront le plus grand profit de sa lecture.

200 pages 5,45 F

● **LES FRANÇAIS ET LE RACISME**, par **P.H. Maucorps, Albert Memmi et J.F. Held** (Editions Payot).

Une enquête réalisée par le M.R.A.P. sert de point de départ à cette étude. Elle contient une grande abondance de faits, de témoignages que les auteurs analysent avec le souci constant de faire ressortir les données fondamentales (psychologiques et sociologiques) du phénomène examiné.

290 pages 15 F

● **RACISME ET SOCIÉTÉ**. Ouvrage collectif, publié sous la direction de **C. Duchet et P. de Comarmond** (F. Maspéro éditeur).

Au sommaire : racisme et capitalisme (U.S.A., Afrique australe) ; préhistoire et histoire du racisme ; le préjugé racial ; hérédité, instinct, milieu ; psychologie du racisme. Ce livre, qui vient de paraître, a été présenté dans le numéro d'avril de **Droit & Liberté**.

350 pages 18,80 F

● **SEPT DANS UN BUNKER**, par **Charles Goldstein**. Trad. du yiddish par Isaac Pougatch (Ed. Gallimard).

Ce roman dramatique et passionnant est un témoignage vécu : l'aventure de sept survivants du ghetto de Varsovie cachés dans la ville souterraine et luttant contre la mort jusqu'à la libération. Il vient d'être retenu par la Commission des Livres et Publications de l'Institut pédagogique national, qui le recommande en priorité pour les bibliothèques de professeurs et d'élèves.

352 pages 18 F

● **ISRAËL EN DANGER DE PAIX**, par **Marc Hillel** (Ed. Fayard).

Un journaliste israélien donne de son pays une image documentée, vivante, dissipant les clichés favorables ou hostiles qui, trop souvent, déforment malencontreusement la réalité. Ce témoignage amical et lucide se lit « comme un roman », tant il est lié à la vie et aux problèmes que chacun se pose.

350 pages 23 F

● **UN NOIR A QUITTE LE FLEUVE**, par **Annie Luran**. Préface d'Albert Memmi (Editeurs Français Réunis).

Un travailleur sénégalais vivant à Paris raconte « en direct » son expérience : comment, pourquoi il a quitté son pays, les difficultés qu'il rencontre. Un document authentique, une réalité qu'il faut connaître.

172 pages 10,80 F

Adresser les commandes à **Droit & Liberté, 120, rue Saint-Denis, Paris (2^e), en ajoutant 2 F par livre pour les frais d'expédition (C.C.P. 6070-98 Paris).**



RELIEZ VOTRE COLLECTION

«Droit et Liberté» vous propose sa reliure — système à broche, mise en place instantanée — couleur vert sombre, pour les numéros de l'année.
Prix : 10 F (+ 2 F pour frais d'envoi).

Les numéros qui vous manquent pour que votre collection soit complète peuvent vous être envoyés au prix de 1,50 F (numéros de 1967) ou de 2,00 F (numéros de 1968).

Si vous n'avez pas conservé les numéros anciens, vous pouvez commander les 11 numéros de 1967 dans leur reliure pour le prix de 25 F (+ 2 F pour frais d'envoi).

**VOUS AUREZ A VOTRE DISPOSITION,
SOUS UNE FORME ÉLÉGANTE ET MANIABLE
UNE DOCUMENTATION INDISPENSABLE**

BULLETIN

M. Adresse
commande la reliure «Droit et Liberté» 12 F (1)
s'abonne pour un an (abonnement ordinaire) 20 F (1)
(abonnement de soutien) 40 F (1)

Vous joint par chèque bancaire, mandat, chèque postal (1),
la somme de
«Droit et Liberté» : 120, rue Saint-Denis, Paris 2^e, C.C.P. 6070-98.

(1) Rayer la mention inutile.

VINGT ANS DÉJÀ

→ Mais la commémoration d'hier n'a de sens que si elle revêt le caractère d'un engagement pour demain.

Quelque fierté que l'on éprouve de ces combats de vingt années — laissons les maniaques de la pénitence ou du dénigrement à leur sombre délectation —, c'est vers les vingt années à venir, celles que les plus anciens ne verront pas, qu'il convient de nous tourner.

Qui veut vivre et vaincre doit constamment se renouveler, approfondir et rajuster son observation, rajeunir ses méthodes.

Parmi les anciens racismes, certains s'avèrent en recul, d'autres sont plus que jamais virulents. De nouveaux racismes ont surgi qu'il faut avoir le courage et la lucidité de déceler.

Tandis que la multiplicité des contacts humains joue contre le racisme, que le compartimentage géographique et spirituel apparaît comme un défi à l'âge cosmique, le rythme de la vie contemporaine exacerbe chez tous l'instinct d'agressivité.

La survivance des vieux impérialismes, l'explosion des nouveaux nationalismes africains et asiatiques déclenchent et attisent les incendies.

Il y a ce racisme de la faim que dénonce Josué de Castro. Il y a des génocides que l'on ignore ou que l'on passe sous silence, comme s'il existait, pour des considérations de stratégie politique ou internationale, selon le mot de Jacques Madaule, des victimes privilégiées.

Aucun des problèmes qui nous angoissaient au cours de ces dernières années n'est encore résolu.

Ni la condition des noirs d'Amérique que l'impatience trop

longtemps bafouée conduit à de nouvelles formes de combat. Ni l'inadmissible régime d'apartheid où oppression, ségrégation s'inscrivent non seulement dans la vie quotidienne, mais dans la Constitution. Ni le drame du Moyen-Orient où le M.R.A.P. n'a cessé de réclamer la négociation, le droit, pour toutes les nations de vivre en sécurité, ce qui n'implique pas seulement la reconnaissance formelle, mais des garanties efficaces. Ni la renaissance de l'antisémitisme en Europe orientale. Ni les dangereuses menées du néo-nazisme en Allemagne où le scandale de la prescription n'est pas écarté. Ni la persistance d'un racisme xénophobe en France, au pays des Droits de l'Homme, à l'égard de nos frères, les travailleurs immigrés.

Il nous faut faire reculer le racisme pas à pas, ouvrir largement nos rangs à toutes les bonnes volontés, illustrer la propagande contre le racisme par une action quotidienne de solidarité, préserver dans la diversité de nos conceptions l'unité qui a fait notre force.

Les plus grands noms des Lettres, des Sciences, des Arts ont trouvé dans le M.R.A.P. leur famille spirituelle. Continuons à mériter cette confiance. Resserrons le lien avec les forces populaires sans lesquelles nos combats seraient voués à l'échec.

Appelons à nous ces jeunes qui dans leurs foyers, leurs maisons de Culture et d'Enseignement, témoignent à notre Mouvement un intérêt si actif et prennent du racisme une conscience plus précise que leurs aînés.

Le M.R.A.P. a vingt ans. Le combat continue. Il doit se poursuivre dans l'ardeur, dans la construction, dans l'amitié.

Le siècle qui va vers sa fin s'ennoblira de chacune de nos victoires.

Pierre PARAF.

A VOUS QUI, COMME LE MRAP, AVEZ 20 ANS

A l'occasion du 20^e anniversaire du M.R.A.P., dont l'acte de naissance fut la 1^{re} Journée nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, le 22 mai 1949, **Droit et Liberté** offre un cadeau à tous les jeunes qui ont aussi 20 ans en 1969 :

● **Un abonnement gratuit d'un an**, à ceux qui sont nés en mai 1949.

● **Un abonnement demi-tarif d'un an** (10 F au lieu de 20 F) à ceux qui sont nés dans un autre mois de 1949.

Ainsi nous célébrerons ensemble **notre** et **votre** anniversaire...

Pour bénéficier de cette offre, il vous suffit de remplir **AUSSITOT** le formulaire ci-dessous et de l'adresser à **Droit et Liberté**, 120, rue Saint-Denis, Paris-2^e. (C.C.P. 6070-98 Paris.)

Nom Prénom
Né(e) le 1949, à
souhaite recevoir un abonnement d'un an à «Droit et Liberté».

● **GRATUIT** (né en MAI 1949)

● **DEMI-TARIF (1)**.

(1) Rayer la mention inutile.

20 ans
de
LUTTES
contre le
racisme



A la fin d'avril 1945, les alliés font leur jonction sur l'Elbe (photo de gauche) : le III^e Reich est mort d'excellents « défenseurs de



Mais quelques années plus tard, Adenauer et les généraux nazis sont devenus, pour les Occidentaux, a démocratie et de la liberté».

MILLE NEUF CENT QUARANTE-NEUF

Quatre ans après
la victoire,
l'union des
vainqueurs du nazisme
a vécu;
les alliés sont
divisés, les vaincus
vont savoir
en profiter.

DANS l'histoire de l'après-guerre, 1949 est une année charnière : celle où se confirment de façon irréversible la division entre les vainqueurs du nazisme, le renversement des alliances qui avaient permis leur victoire, le relèvement de l'Allemagne non-dénazifiée. La « guerre froide » a commencé.

Pendant douze ans de barbarie triomphante, les peuples avaient subi d'indicibles souffrances ; l'Europe avait été mise à feu et à sang. Bilan : 50 millions de morts, dont 17 millions pour la seule Union Soviétique.

Le racisme avait connu ses développements les plus monstrueux. Génocide d'une ampleur et d'une cruauté sans précédents, les nazis s'étaient livrés à l'élimination systématique des juifs présentés comme l'obstacle majeur à la domination de la « race des seigneurs ». Six millions d'hommes, de femmes et d'enfants avaient ainsi péri dans les camps d'extermination et leurs chambres à gaz, s'étaient évanouis dans la fumée des fours crématoires.

Relever les ruines dans la paix, jouir de la liberté reconquise, assurer la marche du progrès : telles étaient, le nazisme abattu, les aspirations profondes des peuples d'Europe, durement éprouvés par la guerre et l'occupation. L'union réalisée dans la résistance populaire, l'union des grandes puissances scellée par les accords de Téhéran, Yalta et Postdam, représentait la garantie que le monde pourrait s'ouvrir enfin à des lendemains lumineux.

Mais des forces étaient à l'œuvre qui, un moment maîtrisées, allaient provoquer, sur le plan international, comme à l'intérieur de chaque pays, la rupture du front antifasciste, de nouvelles alarmes, et de nouveaux conflits.

Deux blocs hostiles

Dès le début de 1947, c'est l'échec, à Moscou, d'une conférence des quatre Grands sur l'avenir de l'Allemagne. En 1948, une réforme monétaire appliquée dans les trois zones d'occupation occidentales, amorce la coupure de ce pays en deux parties nettement séparées. Le 8 mai 1949, quatre ans jour pour jour après la victoire alliée, est adoptée la « loi fondamentale » instituant la République Fédérale Allemande, dont Adenauer deviendra le chancelier en septembre. En octobre, est créée la République Démocratique Allemande dans la zone d'occupation soviétique.

La division de l'humanité en deux blocs hostiles est consommée. Les Etats-Unis, forts pendant plusieurs années du monopole des armes atomiques, affirment par la voix

du président Truman leur « devoir de prendre le leadership de l'organisation du monde ». Tout est fait pour orienter l'opinion vers l'acceptation d'une inévitable troisième guerre mondiale. Pour la justifier, une vaste campagne antisoviétique est déclenchée en Occident, d'autant plus violente qu'il s'agit de déraciner rapidement les idées admises pendant et après la guerre. Le 4 avril 1949, est signé le Pacte Atlantique auquel répond bientôt le Pacte de Varsovie.

L'inquiétude des peuples devant cette situation de plus en plus explosive se traduit, en 1949 précisément, par la tenue à Paris (salle Pleyel, 21-23 avril) du 1^{er} Congrès Mondial des Partisans de la Paix. Des milliers de délégués sont venus de France et de nombreux pays. Parmi ceux qui appellent l'opinion à se mobiliser pour empêcher un nouveau cataclysme : Albert Einstein, Charlie Chaplin, Paul Robeson, Pietro Nenni, le doyen de Canterbury, Ilya Ehrenbourg, Anna Seghers et, en France : Eluard, Aragon, Louis Martin-Chauffier, Vercors... La première campagne du Mouvement mondial de la Paix, constitué au cours de ces assises, sera l'Appel de Stockholm pour l'interdiction de l'arme atomique : lancé au printemps de 1950 (peu avant le déclenchement de la guerre de Corée), il recueillera en quelques mois 500 millions de signatures, dont 14 millions en France.

En Allemagne occidentale devenue, selon un ministre américain, « la pierre angulaire du relèvement de l'Europe », le renversement des alliances a pour conséquence immédiate l'arrêt de la dénazification : puisqu'il s'agit de faire la guerre à l'U.R.S.S., il est tentant de faire appel au concours de ceux qui ont déjà acquis sur le

terrain une utile expérience... Industriels et banquiers qui avaient mis sur pied la puissance hitlérienne reprennent donc leurs activités. De même, tous les « organisateurs », qui ont fait leurs preuves dans l'administration, la police, l'armée. Les forces militaires se reconstituent, préludant à la création officielle de la Bundeswehr. Les associations, les publications exaltant la guerre hitlérienne commencent à proliférer.

Un retour offensif

C'est l'époque où, dans les zones d'occupation occidentales, sont libérés des milliers et des milliers de responsables de l'extermination des juifs, y compris les bourreaux

SS des camps, telle « la chienne de Buchenwald », la sinistre Ilse Koch qui réalisait des abat-jour avec la peau des détenus assassinés sur ses ordres.

Dans ce climat, on annonce tout naturellement la réparation du *Stürmer*, le journal nazi spécialisé dans l'antisémitisme. A Munich, un quotidien publie une lettre de lecteurs approuvant les massacres de juifs ; des manifestants protestent dans les rues de la ville ; ils sont sauvagement brutalisés par les policiers, dont certains tirent sur la foule...

En France, la « reconversion » qui s'opère encourage également les espoirs des anciens collaborateurs de l'occupant qui font preuve d'une audace croissante. Leur idéologue (toujours en exercice aujourd'hui), Maurice Bardèche, fait l'éloge du nazisme dans son livre *Nuremberg ou la Terre Promise* : « Il n'est pas vrai que l'Allemagne soit responsable de cette guerre. écrit-il. Il n'est pas vrai que le Parti National-Socialiste ait été une association de malfaiteurs (...). Les doctrines qui ont été follement frappées de malédictions sont les seules qui puissent opposer un barrage à l'inondation communiste ».

Droit & Liberté, qui dénonce avec vigueur ces menées, dénombre dix journaux racistes et plusieurs livres édités en France, ayant pour objectif la réhabilitation des traîtres de Vichy. L'un d'eux, *Aspects de la France*, affirme que les juifs, « responsables de la guerre », « doivent rendre des comptes ». Un quotidien, *L'Epoque*, mène campagne contre les médecins juifs et étrangers.

Des groupes fascistes se reconstituent impunément. Des attentats au plastic ont lieu à Paris contre des magasins juifs. On annonce pour le mois de juin la libération anticipée de Xavier Vallat, ex-« commis-



La lutte contre le racisme n'est pas séparable des grands combats pour le progrès et pour la démocratie. C'est un des principes qui guident l'action du M.R.A.P. (Ici, un défilé du 1^{er} mai).

20 ans de LUTTES contre le racisme

MILLE NEUF CENT QUARANTE-NEUF

→ saire aux affaires juives » du gouvernement de Vichy. (Elle aura lieu, en fait, quelques mois plus tard.)

La victoire sur le nazisme avait entraîné dans les pays colonisés un puissant mouvement en faveur de l'émancipation, se récla-

mant des promesses et des grands principes affirmés par les Alliés au cours de la guerre. Hélas ! une répression souvent féroce devait s'opposer pendant de longues années à ces aspirations.

Contre la colonisation

Tandis que l'empire indien de la Grande-Bretagne cédait la place, au milieu de terribles désordres, à l'Inde et au Pakistan indépendants (1947), que l'Indonésie conquerrait de haute lutte (1947-1950) sa souveraineté contre les forces hollandaises, que la révolution chinoise triomphait (1949), la « décolonisation » se heurtait en France à des mesures particulièrement brutales. Dès le 8 mai 1945, jour de la victoire, des massacres ont lieu en Algérie, à Constantine ; en mars 1947, une révolte est noyée dans le sang à Madagascar ; entre-temps, le bombardement de Haïphong (22 novembre 1946) qui fait des milliers de victimes déclenche la guerre d'Indochine qui durera huit années.

Il convient de situer dans le contexte général de ce temps la création de l'Etat d'Israël. Une masse des réfugiés juifs venus surtout d'Allemagne et d'Europe orientale,

ne trouvant d'autre terre d'accueil, se rendaient en Palestine espérant y connaître enfin la sécurité et la dignité. La Grande-Bretagne, puissance mandataire, selon un jeu de bascule classique, s'appuyait tantôt sur les Arabes, tantôt sur les immigrés juifs. Sur le territoire palestinien, cependant, des groupes juifs armés menaient une résistance active, organisaient de nombreux attentats contre l'occupant britannique.

Le 22 mai au Cirque d'Hiver

La décision adoptée par l'Assemblée Générale de l'O.N.U., le 29 novembre 1947, de créer en Palestine deux Etats, l'un juif, l'autre arabe, représentait, pour l'Europe, une réparation aux juifs survivants et sans foyer après le génocide hitlérien ; elle apparaissait aussi comme une victoire sur l'impérialisme britannique ; de fait, les gouvernements arabes qui s'opposèrent alors au partage et déclenchèrent aussitôt la guerre, s'ils s'appuyaient sur un authentique sentiment national des masses arabes, étaient tous sous l'influence de la Grande-Bretagne et ne pouvaient



Plus de 2 000 délégués ont participé, le 22 mai 1949, à la première Journée nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, acte de naissance du M.R.A.P. Cent deux sociétés et organisations apportaient leur concours à ces assises enthousiastes, qu'avaient précédées 47 réunions à Paris et 13 en province pour la création de comités locaux. Il y eut deux séances de débats et une séance de clôture présidée par M^e André Bumel, élu président du Mouvement. Parmi les orateurs qui prirent la parole au cours de la journée : Yves Farge, ancien ministre, président-fondateur du Mouvement de la paix ; le leader catholique Marc Sangnier ; Gabriel d'Arboussier, président du Rassemblement démocratique africain ; Alain Le Léap, secrétaire général de la C.G.T. ; le peintre Marc Chagall ; les professeurs Marcel Prenant et Jeanne Lévy ; Albert Youdine, Henry Bulawko, Jean de Lorme ainsi que Charles Palant, qui allait devenir, l'année suivante, secrétaire général.

A l'issue de la Journée nationale, l'assistance adopta un manifeste et un programme d'action, et procéda à l'élection des organismes dirigeants du M.R.A.P.

De 1949 à 1966, le M.R.A.P. a organisé chaque année une Journée nationale, sous la forme d'un grand rassemblement à Paris, dont les participants débattaient de divers aspects de la lutte antiraciste et élargissaient la direction du Mouvement. Cette initiative a trouvé son prolongement dans la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, instaurée par l'O.N.U., qui donne lieu, en France, sous l'égide du M.R.A.P., depuis 1967, à une grande diversité de manifestations à Paris et en province.

agir ainsi qu'avec son approbation et son soutien militaire. Cette guerre, conséquence d'une longue et cruelle histoire, opposant deux peuples également éprouvés, cessa au début de 1949, sans que le problème fut résolu : on ne peut savoir encore ni quand, ni comment, une issue sera trouvée à ce drame.

Telles sont les circonstances dans lesquelles naquit le M.R.A.P.

Sa création cristallisait l'inquiétude et l'indignation d'hommes et de femmes qui avaient souffert du nazisme, l'avaient vaillamment combattu et ne pouvaient admettre la mansuétude dont bénéficiaient

les criminels hitlériens et leurs complices. Les espoirs de la Libération étaient trahis ; l'union réalisée dans le combat contre l'hitlérisme était brisée. Il fallait que les Français clairvoyants se regroupent, qu'ils proclament leur fidélité aux idéaux de la Résistance ; qu'ils s'opposent résolument à toute tentative de réhabiliter ou de ressusciter le passé maudit ; ils devaient agir en faveur de la justice, du progrès, de l'amitié entre les peuples.

La première Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, le 22 mai 1949, acte de naissance du M.R.A.P., était un acte de combat.

NOS AMIS QUI NE SONT PLUS

Une très belle plaquette vient d'être publiée en hommage à Léon Lyon-Caen, premier président honoraire de la Cour de cassation, qui fut pendant près de dix ans (1953-1962) président du M.R.A.P. avant d'en devenir le président d'honneur.

Successeur dans cette fonction de M^e André Blumel, le président Lyon-Caen fut et demeure l'exemple même du dirigeant courageux et lucide.

Pierre Paraf, qui poursuit aujourd'hui sa mission, a écrit de lui, au lendemain de sa mort, qui survint le 4 mars 1967 : « Il incarnait le Droit dans sa rectitude, dans sa justice sans compromis, dans son équité. Il incarnait la fidélité en un temps qui devint bien vite celui de l'indifférence et de l'oubli. »



Léon Lyon-Caen.

C'est sous l'autorité du président Lyon-Caen, que la commission juridique du M.R.A.P. élaborait les propositions de lois antiracistes soumises au Parlement français dès 1959, et dont la formulation correspond aux recommandations adoptées par l'O.N.U. quelques années plus tard.

En ce vingtième anniversaire, nos pensées vont à bien d'autres amis qui nous ont quittés et dont le souvenir se rattache à tant de luttes menées en commun : Yves Farge et Marc Sangnier ; les savants Frédéric Joliot-Curie et Jacques Hadamard ; Jules Isaac ; les écrivains André Maurois, Georges Duhamel, André Spire, Edmond Fleg, le journaliste Emile Buré ; des hommes politiques aussi divers que Vincent Auriol, Louis Marin, Justin Godart, Francisque Gay ; Maurice de Barrat, leader des Anciens combattants ; l'amiral Muselier, dirigeant de la Résistance française ; Georges Huisman, Jean Lurçat, Albert Bayet, le professeur Edmond Vermeil, le chanoine Jean Viollet, dreyfusard de la première heure.

Nous évoquons aussi avec tristesse le visage des militants disparus, tels que S. Kornblut, qui fut trésorier de notre Mouvement depuis 1949 jusqu'à sa mort, en novembre 1961 ; ou encore Henri Krziwkosky, qui nous a quittés l'an dernier, et dont le dévouement à notre cause ne s'était jamais démenti.



Le M.R.A.P. est l'héritier direct du M.N.C.R. (Mouvement national contre le racisme), organisation de résistance qui mena, sous l'occupation une lutte active pour le sauvetage des enfants juifs, et qui bénéficiait de multiples concours dans les milieux les plus divers. Le M.N.C.R., dont de nombreux dirigeants et militants ont participé à la fondation du M.R.A.P., stigmatisait le racisme hitlérien et mobilisait l'opinion française au moyen de ses deux publications clandestines : *J'accuse* et *Fraternité*.

Droit & Liberté était aussi un journal clandestin, diffusé par l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide. Il parut au grand jour dès la Libération ; ses vigoureuses campagnes contre la renaissance des menées racistes contribuèrent à la création du M.R.A.P., dont il devint, en 1949, le porte-parole.

AU CŒUR DE L'EUROPE, UNE PESTE MAL GUÉRIE

Moins de vingt-cinq ans après la défaite du régime le plus criminel que l'humanité ait enfanté, les héritiers de Hitler se présentent comme un « parti de gouvernement ».

« **J**AMAIS dans le même camp que les bourreaux nazis ! » Ce mot d'ordre fut celui du M.R.A.P. dès le jour de sa création. Il faut dire que la remontée du nazisme et des prétentions militaires des dirigeants de Bonn, quatre ans après l'écrasement du III^e Reich, était spectaculaire, et trouvait des sympathies singulières au sein des gouvernements occidentaux.

L'indulgence à l'égard des pires criminels de guerre était totale, et lorsque l'opinion s'émuet de la libération d'Ilse Koch, la « chienne de Buchenwald » le haut commis-

saire américain Mac Cloy se justifia au nom, bien sûr, de la démocratie et de la liberté : « Il faut s'attendre à ce que s'expriment des opinions avec lesquelles nous ne pouvons être d'accord, de même qu'il y a dans notre Congrès des points de vue divergents ». Commentaire de *Droit et Liberté* : « Préférer la peau humaine au parchemin pour la confection des abat-jours est sans doute un point de vue comme un autre ».

Mis en verve par cette clémence qui frisait parfois la complicité, les nazis se regroupèrent — la H.I.A.G., amicale des anciens SS, se constitua à l'époque —, et commencèrent à « tâter le terrain » : profanation de synagogues, de cimetières juifs ; le mémorial de Dachau fut lui-même souillé. Quelques années plus tard, en 1959, partait de Dusseldorf, pendant la nuit de Noël, la « vague de croix gammées » qui allait déferler pendant plusieurs semaines sur l'Europe occidentale.

Le nazisme renaissant trouvait une ambiance on ne peut plus propice : dans le cadre de la guerre froide, les U.S.A. essayaient de convaincre leurs alliés de réarmer l'Allemagne.

Il s'agissait, théoriquement, de « se défendre » contre toute « agression communiste » ; mais le chancelier Adenauer, qui avait poussé dès 1945 à la coupure en deux de l'Allemagne, commit souvent des écarts de langage qui tranchaient fort sur les déclarations de principe de ses nouveaux protecteurs et alliés. Le 5 septembre 1953, par exemple : « Il ne faut pas parler de réunification, mais de libération des Allemands qui sont sous domination soviétique. »

Le lendemain 6 septembre, Hans Globke, rapporteur en 1935 des lois antisémites de Nuremberg, devenait ministre d'Adenauer : ce même Globke qui sera condamné par contumace en 1963 par la Haute Cour de la République Démocratique Allemande, où la dénazification fut radicalement conduite dès le lendemain de la guerre.

Lorsqu'en 1953, la bataille politique pour ou contre la C.E.D. (la Communauté Européenne de Défense) battait son plein en Europe, le Bundestag vota une résolution tout à fait explicite : « Le gouvernement (de Bonn, N.D.L.R.) doit faire savoir aux puissances signataires que la République fédérale allemande ne reconnaît pas le tracé actuel des frontières allemandes à l'est et à l'ouest ». Il est curieux qu'à l'époque aucun des trois gouvernements situés « à l'ouest » (France, Belgique, Pays-Bas) n'ait jugé cette phrase pour le moins inquiétante.

Mais les peuples, eux, s'inquièrent. Dès 1950, commencèrent les grandes campagnes contre le réarmement allemand. Campagnes dans lesquelles le M.R.A.P. joua un grand rôle de coordinateur, de catalyseur.

Le 30 août 1954, au cours d'un débat historique, pendant que des délégations s'étaient massées par centaines au dehors, l'Assemblée Nationale française rejeta la C.E.D.

287 voix sur 627

La guerre froide n'avait pourtant pas dit son dernier mot. Le 23 août suivant, les six gouvernements de la Petite Europe revenaient à la charge : il fallait, disaient-ils, « éviter toute neutralisation de l'Allemagne ». Ainsi furent élaborés les accords de Londres et de Paris. Ces accords posaient à nouveau le principe de réarmement allemand précédemment rejeté ; ils furent ratifiés par l'Assemblée Nationale le 8 octobre par 350 députés (sur 627) ; les modalités du réarmement, définies par les accords de Paris, furent adoptées après dix jours de discussions acharnées, du 20 au 30 décembre 1954. Le gouvernement Mendès-France, qui était né de la crise du Vietnam, défendait le projet ; le 30, il recueillit 287 voix sur 627 : ce n'était pas la majorité absolue ; le réarmement allemand, grâce à des abstentions nombreuses, avait réussi à passer ; il n'avait pas obtenu l'assentiment du plus grand nombre, et donc les apparences de la légitimité.

Ce traité donna les résultats que l'on sait. Le criminel de guerre Speidel devint l'un des « pontes » de l'Alliance atlantique ; la Wehrmacht vint manœuvrer à Mourmelon ; des jeunes soldats français furent

emprisonnés : ils refusaient de porter l'uniforme sous les ordres de Speidel.

Dans un tel climat, le néo-nazisme ne pouvait que prospérer. Jacques Delarue, spécialiste du nazisme ancienne ou nouvelle manière, dénombrait naguère en Allemagne occidentale, 112 organisations néo-nazies.

Le 28 novembre 1964, naissait le N.P.D. Trois organisations principales le fondèrent : le D.R.P. (Parti allemand du Reich) de Von Thadden, le D.P. (Parti allemand) de Fritz Thielen, et le B.H.E. (Parti des réfugiés) ; le N.P.D. recrute dans l'armée (selon un sondage récent, 40 % des officiers ouest-allemands auraient des sympathies néo-nazies), la petite bourgeoisie menacée par la concentration économique, les paysans que menace la concurrence française au sein du Marché Commun, et, bien sûr, les réfugiés ; il est passé de 10 000 adhérents en 1964 à 40 000 aujourd'hui ; dans la seule Bavière il a obtenu, fin 1967, plus de 800 000 voix, et s'appête à entrer au parlement fédéral aux élections de cette année.

Le rôle dirigeant

Franz-Joseph Strauss, figure marquante de la Démocratie Chrétienne, déclarait récemment que « dans l'Europe de demain, c'est l'Allemagne qui doit jouer le rôle dirigeant ». Rien, donc, n'a changé : la coexistence pacifique a pu remplacer la guerre froide, le problème allemand demeure comme un cancer au milieu de l'Europe : à une phase aiguë a simplement succédé une phase chronique.

Pendant 20 ans, cette évolution ne s'est pas faite sans une opposition vigoureuse. Le 17 décembre 1964, pour ne prendre qu'un exemple, l'Assemblée nationale française et le Sénat votaient à l'unanimité un texte sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité. Ce vote, et d'autres prises de position du même genre, obligèrent le Bundestag à différer l'absolution que le gouvernement fédéral tente sans cesse d'accorder aux nazis.

Le M.R.A.P. et *Droit & Liberté* jouèrent là un rôle important, de l'alerte contre la réparation du *Stürmer* (l'appel du M.R.A.P. fut alors signé par l'abbé Pierre et Maurice Thorez, Jean Cassou, Marc Chagall et Henri Matisse, pour ne citer que quelques noms), à la manifestation de décembre 1966 devant l'ambassade ouest-allemande.

Cette bataille pied à pied a connu ses revers ; elle n'en a pas moins été efficace : l'Allemagne fédérale n'a toujours pas la bombe atomique, et il n'est pas douteux qu'elle serait aujourd'hui aux commandes de l'Europe, si la mobilisation incessante de l'opinion n'avait pas entravé les plans de Bonn et de Washington.



1 Eichmann fut un des rares hauts-responsables nazis à être jugés et châtiés. Cependant, le néo-nazisme se portait de mieux en mieux.



2 Pendant que l'Europe luttait contre le réarmement allemand, les nazis anciens et néo se regroupaient en silence. En 1964 naissait le NPD sous la direction de Fritz Thielen (de face, à droite : éliminé depuis) et d'« Adolf II » Von Thadden (à gauche).



3 5 décembre 1966 : 10 000 manifestants derrière le MRAP sur les Champs-Élysées ; un grand moment d'une lutte qui n'est pas terminée.

20 ans
de
LUTTES
contre le
RACISME

20 ans de LUTTES contre le RACISME

VINGT ANS DE COMLOTS

L'extrême-droite française, raciste et antisémite, n'a jamais désarmé depuis que l'écrasement de Hitler a entraîné la chute du régime de Pétain, le régime selon ses vœux.

Ce qui surprend, dès le lendemain de la Libération, c'est la prolifération, en France, des journaux et organisations racistes et l'activité de leurs dirigeants, généralement anciens collaborateurs de l'occupant nazi, qui font campagne pour l'amnistie et la libération de leurs acolytes encore en prison.

Pas pour longtemps d'ailleurs ! Le 27 décembre 1949, Xavier Vallat, que Pétain nomma en 1941 haut-commissaire aux Questions juives, le responsable de la déportation de 120 000 juifs de France, est libéré après deux ans de prison par M. René Mayer, Garde des Sceaux du ministère Queuille : « Un homme qui a l'honneur d'être Garde des Sceaux doit prouver d'abord qu'il ne confond jamais la justice et la vengeance ! », répond-il à ceux qui invoquent ses origines.

La première législature de la IV^e République, marquée par l'application du plan Marshall, la ratification du pacte Atlantique — amorce du réarmement de l'Allemagne —, l'intensification de la guerre d'Indochine et le début de la guerre de Corée, s'achève le 17 juin 1951 : le même jour, Pétain était gracié sur intervention de M. René Mayer qui avait promis de « faire (son) possible pour la révision du procès ».

Avant même que soit votée la loi d'amnistie (11 mars 1953), Maurras bénéficie d'une « grâce médicale » le 19 mars 1952. Mais la vigilance des démocrates répond efficacement aux manifestations racistes et antisémites : le journal « Aspects de la France » est condamné sur l'initiative des Anciens combattants juifs ; Bardèche, qui a participé à la conférence de l'internationale néo-nazie, à Malmoe (mai 1951) est poursuivi et condamné pour apologie de crimes de guerre ; Xavier Vallat se voit interdire par les antiracistes, que le M.R.A.P. alerte et mobilise, de tenir des meetings à Paris, puis, deux ans plus tard, à Nancy, à Lille, à Grenoble, etc.

Le 6 février 1954, Tixier-Vignancour crée le « Rassemblement national » dont

le thème principal est la guerre à outrance au Vietnam.

Mais la défaite de Dien-Bien-Phu (7 mai 1954) fait tomber le gouvernement Laniel. Mendès-France, devenu président du Conseil, met fin à la guerre, en signant les accords de Genève (21 juillet). Bientôt, ce sera la guerre d'Algérie, commencée en novembre 1954, qui alimentera la propagande d'extrême droite.

L'éméute éclate

Au cours de l'année 1955, l'U.D.C.A. (Union de défense des commerçants et de l'artisanat), créée en 1953 par Pierre Poujade et qui rassemble parmi ses cadres d'anciens R.P.F., des miliciens, des mercenaires d'Indochine, prend des formes d'action et une orientation de plus en plus fascistes. L'U.D.C.A. remporte 2 500 000 voix : aux élections du 2 janvier 1956, 52 députés poujadistes sont élus. Une trentaine d'entre eux seront invalidés. Les autres entrent à l'Assemblée, parmi lesquels Dorgères, Dides (le fameux commissaire qui rassemblera 2 000 policiers devant l'Assemblée nationale le 13 mars 1958 aux cris de « Mort aux juifs », « Mort aux fellaghas »), Le Pen, Demarquet, Tixier-Vignancour et d'autres du même acabit.

En même temps, apparaissent de nouvelles organisations dont les mots d'ordre racistes et bellicistes — comme ceux de l'U.D.C.A. — trouveront un terrain de plus en plus favorable tandis que se prolonge la guerre d'Algérie : citons la « Restauration Nationale », où se regroupent les tenants de « l'Action Française » interdite ; « Jeune Nation », dirigée par Pierre Sidos, fils d'un ancien chef de la « Milice » pétainiste, et proche du « Rassemblement National » de Tixier-Vignancour ; les « Volontaires de l'Union Française » de Biaggi ; la « Phalange Française » de Charles Luca, neveu de Marcel Déat ; le « Mouvement National Combattant » de Le Pen.

Ils sont au premier rang de la manifestation du 13 mai 1958, de l'Etoile à la Concorde. Ils clament : « A bas le régime », « Vive de Gaulle ». Au même moment, l'éméute éclate à Alger, à l'instigation des militaires ; aux côtés de Massu et Salan on trouve Soustelle, Lagailarde et Martel, ainsi que le gaulliste Léon Delbecque. Ensemble, ils créeront des organismes de guerre civile, les « Comités de salut public ». Il y en aura 40 en France constitués sur le modèle de celui d'Alger, sous l'impulsion de Delbecque.

Tandis que la riposte populaire s'organise en comités antifascistes, le chantage à la guerre civile que brandissent les émeutiers d'Alger et leurs complices en France, la démission du gouvernement Pflimlin,

pourtant majoritaire à l'Assemblée, provoque le désarroi de l'opinion publique. Et, malgré l'énorme défilé de protestation du 28 mai, de la Nation à la République, l'Assemblée désigne le général de Gaulle comme chef du gouvernement et lui accorde aussitôt les pleins pouvoirs (2 juin 1958).

Vague de croix gammées

L'unanimité se fait, pour un temps, à l'extrême-droite qui place ses espoirs dans le nouveau régime, lequel bénéficie de l'appui des factieux du 13 mai. Aspects de la France et Rivarol font quelque temps abstraction de leur fidélité pétainiste et de leur passé vichyste pour dire *Oui* à « ce chrétien de race militaire » comme le qualifie *La Nation Française* de Pierre Boutang.

La lutte du peuple algérien amène pourtant l'indépendance. En Algérie, l'O.A.S. tente d'empêcher l'inéluctable, les attentats au plastic, les émeutes et tentatives de putsch se succèdent.

Sur l'antisémitisme traditionnel des milieux d'extrême-droite se greffe un racisme anti-algérien et anti-noir qui ira en s'accroissant avec la venue en France de nombreux travailleurs immigrés : les campagnes anti-juives ne faiblissent pas pour autant. Partie de Cologne, dans la nuit de Noël 1959, une « vague de croix gammées » déferle sur l'Europe et jusqu'en Amérique. De

très nombreuses villes françaises sont touchées. Le M.R.A.P. organise une manifestation au Mémorial juif. Des comités se créent en province.

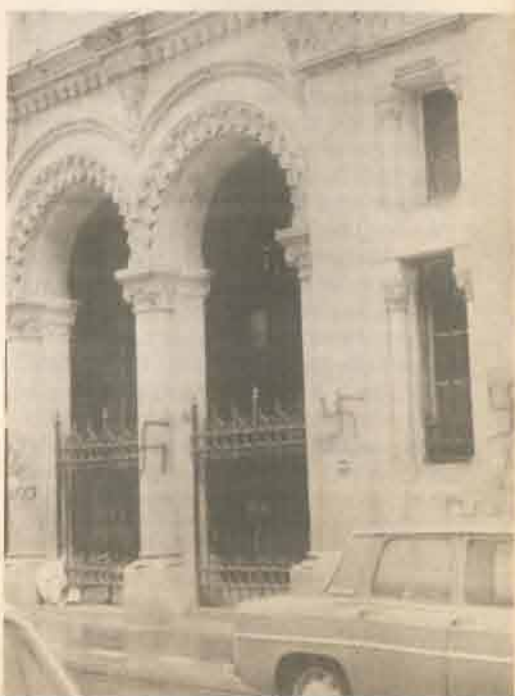
Après l'indépendance de l'Algérie et les accords d'Evian de mars 1962, le camp de « l'Algérie Française » est divisé. Il faudra la candidature de Tixier-Vignancour aux élections présidentielles pour regrouper sur sa personne les diverses fractions racistes. L'épouse de l'ancien trésorier de l'O.A.S. fonde le mensuel *Europe-Action* que dirige l'ancien chef de « Jeune Nation », Dominique Venner ; celui-ci anime des comités de soutien et des groupes de « volontaires » qui constituent le « fer de lance » de la campagne de Tixier-Vignancour. La Fédération des étudiants nationalistes (F.E.N.) et le mouvement « Occident » créé par Pierre Sidos y participent aussi activement. Les maurrassiens classiques, les monarchistes, les anciens dirigeants de l'O.A.S. en fuite comme Bidault et le capitaine Sergent, apportent leur soutien.

Les « sous-développés »

La déconfiture — à prévoir — de Tixier-Vignancour mettra une sourdine à « l'opposition nationale ». Les « volontaires » d'*Europe-Action* et la F.E.N., avec le patronage d'anciens Waffen SS, LVF et miliciens, se constituent d'abord en Mouvement natio-

naliste du progrès (M.N.P.) puis en Rassemblement européen de la Liberté (R.E.L.). S'ils sont en mauvais termes parfois avec *Occident*, jugé trop « remuant » et avec les groupes royalistes d'*Action Française* jugé trop « réactionnaires » idéologiquement, l'union se fait dans la « défense du monde blanc » et de la « civilisation occidentale et chrétienne ». Tous leurs espoirs symbolisés par la guerre du Vietnam se portent vers la Rhodésie et l'Afrique du Sud présentés comme les bastions avancés de la lutte de l'homme blanc contre les « sous-développés ».

Tout au long de ces vingt années, le M.R.A.P. s'est consacré sans relâche à combattre toutes les manifestations de racisme (campagnes contre les films « Les Nouveaux Maîtres », « Le Juif Süss » ; contre « La Reine de Césarée », pièce antisémite de Brasillach ; contre les manifestations de Xavier Vallat ; défense de noirs, de Nord-Africains victimes d'agressions, poursuites pour faire condamner des publications racistes, etc.). Il a fait cesser des discriminations de caractère local, comme celles du café « Paris-Londres » ou de la piscine de Saint-Claude. Il a aidé à la mobilisation des foules contre les injustices (pour le châtiment d'Eichmann, contre la guerre d'Algérie, etc.) et n'a cessé de faire œuvre d'information et d'éducation. Il a participé aux grandes campagnes nationales contre l'O.A.S., pour la paix en Algérie, pour la défense de la République.



Quatre ans après la fin du nazisme, ses complices retrouvaient la liberté et reprenaient du service : Xavier Vallat, entre autres, ancien commissaire aux affaires juives. La presse d'extrême-droite redevenait florissante, et les croix gammées reflouraient par vagues (ici, sur la synagogue de la rue Buffault, à Paris).

Le M.R.A.P. tente un procès à Pierre Poujade pour ses articles antisémites (en bas : les dirigeants du M.R.A.P. et de l'Union des Anciens Combattants juifs au Tribunal de Limoges). Pour la défense des libertés démocratiques, de puissantes manifestations jalonnent ces 20 ans (ici, le 28 mai 1958).



LA FIN DES EMPIRES COLONIAUX

Des jeunes nations sont nées dans la lutte contre leurs maîtres. Une lutte souvent longue, sanglante, acharnée...

EN 1944 à Brazzaville, le général de Gaulle déclarait : « Les fins de l'œuvre de civilisation de la France dans ses colonies écartent toute idée d'autonomie, toute idée d'évolution hors du bloc français de l'Empire : la constitution éventuelle — même lointaine — de self-government dans les colonies est à écarter ». Quelque vingt ans plus tard, il ne restait plus grand-chose de l'Empire colonial français. Il faut cependant rendre cette justice au général de Gaulle : d'autres eurent plus longtemps que lui cette illusion qu'au XX^e siècle les empires coloniaux pouvaient se perpétuer. Aujourd'hui encore, les dirigeants portugais s'acharnent à maintenir leur domination politique (sinon économique) sur l'Angola, le Mozambique, la Guinée-Bissau, etc. par les moyens les plus « classiques » de la guerre coloniale. « Nous croyons qu'il y a des races décadentes ou arriérées vis-à-vis desquelles nous assumons le devoir de les appeler à la civilisation », avait dit le D^e Salazar.

Pour ce qui concerne la France, dès 1945 il était prévisible que l'Empire devait évoluer très rapidement dans le sens de la décolonisation pour éviter les affrontements violents.

Le 8 mai 1945, en Algérie, des manifestants crurent pouvoir évoquer la revendication nationale en même temps qu'on célébrait la victoire sur le nazisme. Une répres-

sion impitoyable suivit, qui fit quelque 40 000 morts dans le Constantinois.

En 1946 commençait la première guerre du Vietnam qui devait durer jusqu'en 1953.

En 1947, la répression répondit là encore à la revendication nationale malgache : on cite couramment le chiffre de 90 000 morts.

Truquage de routine

Le Maroc s'enflamma en 1953 quand prenait fin la première guerre du Vietnam. Tout comme la Tunisie et, en 1954, l'Algérie.

De timides tentatives de « libéralisation » furent faites parfois ; ainsi, un *Statut de l'Algérie* fut adopté en 1947 qui ne put jamais être appliqué (à cette époque, dans le pays, le truquage des élections relevait de la routine administrative).

En 1960, sous la pression générale (dès 1949, l'Afrique « française » noire avait aussi connu les violences de la répression ; en 1958, la Guinée avait choisi l'indépendance) fut organisée la *Communauté franco-africaine* qui amena les colonies à l'autonomie, puis à l'indépendance. Une indépendance que certains jugent d'ailleurs, aujourd'hui encore, incomplète : l'armée française est intervenue à plusieurs reprises (ces dernières semaines encore au Niger) pour soutenir des gouvernements étroitement liés aux intérêts économiques de l'ancienne « métropole ».

La guerre coloniale qui eut le plus de répercussions sur la vie politique française fut celle d'Algérie : le contingent était engagé massivement dans cette entreprise désespérée ; d'autre part, l'émigration algérienne était fort nombreuse en France.

Mais dès avant 1954, le problème se posait en termes crus à l'opinion française : la répression se traduisait notamment par des rafles « au faciès » souvent pratiquées. Pour ne citer qu'un exemple, 15 000 Algériens furent arrêtés en France le 8 décembre 1951.

Travailleurs français et algériens pratiquaient une solidarité réelle, ils se trouvaient

La présence en « métropole » de plusieurs centaines de milliers de travailleurs algériens donna à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie un caractère particulier, et le racisme s'exacerba. Les « ratonnades » d'octobre 1961 coûtèrent la vie à plus de cent Algériens. La gauche française manifesta alors sa solidarité.



Elie Kagan

dans les mêmes manifestations. Ainsi le 14 juillet 1953... La police tira, faisant sept morts, un Français et six Algériens.

La complaisance envers les partisans de « l'Algérie française », voire la complicité, entraîna l'écroulement de la IV^e République, en 1958.

L'objectif proclamé des dirigeants de la V^e était précisément de maintenir « l'Algérie française ». Mais en Algérie, le combat devenait de plus en plus coûteux. L'offre de « paix des braves » fut, par exemple, rejetée par le F.L.N. La revendication nationale était depuis longtemps devenue celle de la quasi-totalité du peuple algérien : les ratissages, les tortures, les déportations ne faisaient que le confirmer dans sa détermination (on estime à un million le nombre des morts de la guerre d'Algérie).

En 1961, le 17 octobre enfin, le chef de l'Etat reconnut au peuple algérien le droit à l'autodétermination, tout en le promettant au chaos en cas d'option pour l'indépendance.

Le 19 mars 1962, le cessez-le-feu était proclamé mais l'O.A.S. ne l'entendait pas ainsi : elle continua à pratiquer le meurtre gratuit, les plastiquages, en Algérie bien sûr, mais aussi en France.

Le 17 octobre 1961, à Paris, les forces de police opérèrent une vaste « ratonnade » (on ignore en définitive combien de morts il y eut, mais on sait qu'ils dépassèrent la centaine).

Le 8 février 1962, elles réprimèrent une manifestation populaire de protes-



tation contre les attentats O.A.S. ; il y eut neuf morts à Charonne.

Le 5 juillet 1962, l'indépendance de l'Algérie était enfin proclamée.

Avec les opprimés

Le M.R.A.P. joua le rôle qui lui incombeait dans le vaste mouvement d'opposition aux guerres coloniales. *Droit & Liberté*, à partir de 1949, publia enquêtes et témoignages : « Les dessous de la crise marocaine » (30-3-51), « Les procès en chaîne d'Abidjan » (4-1-52), « Des milliers d'hommes restent emprisonnés à Madagascar » (novembre 53), « Choses vues en Algérie » (20-12-55) etc. Plus récemment, nous avons évoqué les guerres coloniales du Portugal, les problèmes économiques du Tiers-Monde, la situation des Antilles, etc.

Tout au long de cette longue période, il n'y eut aucune raffe « au faciès », aucun assassinat perpétré en Algérie, aucun attentat de l'O.A.S., qui n'entraînât une riposte.

D'autres guerres coloniales se déroulent aujourd'hui. Celles que des gouvernements français ont menées nous aident à mieux comprendre quels intérêts elles couvrent et à nous solidariser avec les peuples opprimés des colonies portugaises et de l'Afrique australe. Et à ne pas sous-estimer le problème antillais et réunionnais.

TRAGÉDIES A L'EST

Dans la guerre froide, l'antisémitisme trouve son terrain d'élection ; même là où beaucoup le pensaient déraciné à jamais...

LA guerre froide battait son plein, la paix semblait suspendue à un fil, lorsque éclatèrent en Tchécoslovaquie l'affaire Slansky, puis, en U.R.S.S., ce qu'on a appelé « l'affaire des blouses blanches ».

Secrétaire général du parti communiste tchécoslovaque, Rudolf Slansky fut arrêté en novembre 1951, puis jugé pour trahison avec treize autres dirigeants — ministres ou responsables du parti — et condamné à mort un an plus tard.

Dénoncés à l'opinion publique comme espions au service du camp occidental, certains accusés se voyaient reprocher des relations avec des éléments « trotskystes » ou « titistes » (la rupture avec Tito datait de 1948) ; ceux qui étaient d'origine juive se voyaient accusés systématiquement de « sionisme » (un journaliste israélien, arrêté à Prague, figurait dans le même procès).

Maintenant que les victimes de cette machination ont été réhabilités (trop souvent hélas à titre posthume), le caractère arbitraire des accusations lancées alors contre elles apparaît clairement. Certains des inculpés furent déclarés de « nationalité juive », alors qu'en Tchécoslovaquie, contrairement à l'U.R.S.S., les juifs n'ont jamais été considérés comme formant une « nationalité ». Les juifs étaient spécialement cités parmi les relations des accusés.

Pourtant, dans le même temps, les responsables politiques s'employaient avec une grande vigueur à dénoncer l'antisémitisme, tout en fustigeant le sionisme, présenté comme le support idéologique de la trahison et le canal par lequel se réalisait l'espionnage. « Notre parti a toujours montré, écrivait Rude Pravo, que l'antisémitisme est l'ennemi de la classe ouvrière, qu'il est indigne de l'homme ».

Deux mois plus tard, le 13 janvier 1953, Moscou annonçait le « complot des médecins terroristes », coupables, selon l'acte d'accusation, d'avoir voulu assassiner Staline et plusieurs dirigeants soviétiques. Parmi les neuf inculpés se trouvaient six juifs, et les organisations sionistes améri-

caines furent accusées de les avoir inspirés et guidés. Le procès, fixé au 18 mars, n'eut pas lieu. Aussitôt après la mort de Staline (le 3 mars), Béria, ministre de l'Intérieur, ayant été exécuté, les prétendus « assassins en blouses blanches » furent libérés et réhabilités, leurs accusateurs furent condamnés. La légalité socialiste était rétablie. Mais la période du « culte de la personnalité » se soldait par un sombre bilan d'injustices et de crimes.

Antisionisme et antisémitisme

Le monde était alors divisé en deux blocs violemment hostiles. De part et d'autre, les préparatifs de guerre se précipitaient, ce qui implique évidemment l'espionnage, la crainte (et la psychose collective qu'est l'espionnisme).

Dans le monde occidental, la propagande belliciste exploita, bien entendu, les affaires de Prague et de Moscou, avec d'autant plus d'ardeur que la nouvelle alliance avec les responsables du génocide hitlérien se heurtait aux réticences des masses populaires.

Cependant, « l'antisionisme n'est pas l'antisémitisme », écrivait *Le Monde*... *L'exploitation de ce sentiment en Tchécoslovaquie ne donnerait pas suffisamment de résultats pour justifier une mise en scène comme celle du procès Slansky*. Les grands rabbins de Prague et de Moscou, des personnalités dirigeantes, des articles de presse, dans le monde socialiste, s'inscrivaient en faux, indignés, contre les accusations d'antisémitisme. L'ambassadeur d'Israël à Moscou, quittant l'U.R.S.S. après sa rupture avec Israël, déclarait à son passage à Stockholm : « Je ne crois pas que le Kremlin suive une politique antisémite au sens véritable du mot... Il ne faut pas confondre l'antisionisme actuel de l'U.R.S.S. et l'antisémitisme ».

Face à ces événements graves et complexes, *Droit & Liberté* s'employait à publier le maximum d'informations vérifiées, tandis que le M.R.A.P. mettait en garde contre « une exploitation des sentiments antiracistes du peuple de France pour alimenter la guerre froide ».

20 ans de LUTTES contre le RACISME

→ Tâche difficile. Aujourd'hui comme hier, on sait à quel point les attitudes passionnelles peuvent fausser les appréciations dès lors qu'il s'agit des pays socialistes. Car, ce qui est en jeu, ce sont les choix fondamentaux du monde contemporain. Comment, dans ces conditions, les moyens les plus puissants ne seraient-ils pas mis en œuvre pour imposer, chez nous, une certaine image du camp opposé ? Comment, par contre-coup, n'y aurait-il pas tendance à des attitudes schématiques ? M^r André Blumel illustre récemment cette situation en rappelant qu'en trois mois, à la fin de 1968, quelque trente synagogues ont été incendiées ou profanées à New York : « La presse juive mondiale, écrivait-il, n'a guère attiré l'attention de l'opinion juive internationale sur le nombre et le caractère de ces incendies criminels... Un acte isolé en U.R.S.S. se traduit par le déchaînement de l'antisoviétisme, la multiplicité d'actes aux Etats-Unis par un quasi-silence ».

Instaurés dans des pays où les ghettos et les pogromes donnaient à l'antisémitisme son expression la plus inhumaine, les régimes socialistes ont indubitablement transformé du tout au tout la condition des juifs. Un exemple illustre cette transformation : en 1941, lors de l'invasion nazie, le gouvernement soviétique ordonna l'évacuation prioritaire des juifs, citoyens les plus menacés. Mais il serait absurde d'affirmer que tout a été réglé, qu'aucune faute n'a été commise, qu'aucun problème ne se pose, et surtout que l'antisémitisme a disparu des esprits comme par enchantement dès lors qu'il disparaissait des lois.

Le M.R.A.P. a eu à intervenir, par exemple, en mars 1964, contre la publication, en Ukraine, de la brochure « Le judaïsme sans fard », de T. Kitchko, qui, sous le couvert de la lutte contre l'idéologie religieuse, contenait des formules et des dessins odieusement caricaturaux. Cette affaire, qui avait provoqué une profonde émotion, s'est terminée, quelques semaines plus tard par la mise au pilon de la brochure, la condamnation de Kitchko et des éditeurs. Mais, de temps en temps, on assiste encore, ici ou là, à des errements comparables, dans des articles ou des livres, et Kitchko lui-même s'est vu attribuer un diplôme d'honneur en 1968, après la publication d'un nouvel ouvrage, pourtant fort contestable.

Dé même, on ne saurait admettre que la lutte contre le sionisme, idéologie depuis toujours combattue par les marxistes et par nombre de juifs, soit déviée de son objet et de son terrain normal pour aboutir à des mesures ou à des attitudes discriminatoires, se traduisant par un climat de suspicion envers les juifs, comme cela s'est produit récemment en Pologne.

20 ans de LUTTES contre le RACISME

LE MOYEN-ORIENT DÉCHIRÉ

De l'indépendance d'Israël à la guerre des Six Jours, un drame qui se prolonge

Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix - M.R.A.P.

Le conflit du Moyen-Orient menace la paix du monde. Nous sommes tous concernés.

- POUR L'APPLICATION EFFECTIVE du CESSER-LE-FEU
- POUR UNE NÉGOCIATION D'ENSEMBLE DES PROBLÈMES DU MOYEN-ORIENT, dans le respect mutuel de l'indépendance et des intérêts vitaux des peuples israélien et arabes
- CONTRE LE RACISME ANTI-ARABE ET ANTI-JUIF
- POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE

Parisiennes, Parisiens venez en masse

LUNDI 12 JUIN 1967 à 20 h 30

SALLE DE LA MUTUALITÉ

24, Rue St-Victor, PARIS-V^e

Source: Edition pour la France de la revue DROIT & LIBERTÉ par le M.R.A.P. - 30, Rue des Saussaies, PARIS-8^e - C.C.P. 14820 80 PARIS

LE 27 novembre 1947, la toute jeune Organisation des Nations unies décidait de partager la Palestine (sous contrôle britannique depuis qu'en 1918, les vainqueurs s'étaient partagé les dépouilles des vaincus) en deux Etats, l'un juif, l'autre arabe. Ces deux Etats étaient faits de trois morceaux chacun et imbriqués en une mosaïque territoriale qui devait répartir à égalité la frontière maritime, les terres fertiles et les précieux cours d'eau. Un tel découpage aurait-il été viable ? Il est impossible de le savoir puisque la guerre éclata aussitôt entre Israël et les Etats arabes voisins. Les armistices de 1949 consacrerent l'avortement de l'Etat arabe de Palestine ; Israël gardait les territoires qu'il occupait ; l'Egypte installait son administration dans la bande de Gaza ; la Transjordanie s'annexait la Cisjordanie et se transformait en royaume hachémite de Jordanie. Des centaines de milliers de réfugiés s'installaient dans les camps où ils vivent encore aujourd'hui, pendant qu'Israël vainqueur commençait dans l'enthousiasme l'édification du pays.

L'Europe était sous le coup de l'horreur du génocide ; les cadavres vivants étaient à peine revenus des camps de la mort, la cendre des crématoires était encore chaude, et les procès de Nuremberg révélaient de quelles monstrueuses folies les hommes avaient été capables. Un sentiment de culpabilité collective gagna le monde occidental, et le jeune Etat juif bénéficia d'émblée d'une sympathie que renforça sa lutte acharnée contre le colonisateur anglais de la Palestine ; la *Haganah* eut en Europe la même auréole que le FNL aujourd'hui.

L'élan pionnier

Quant au monde arabe, il n'était pas sorti de l'oppression et du silence séculaires où l'avaient réduit l'Europe. La guerre israélo-arabe apparut comme le combat d'un jeune peuple avide de vivre, qui avait enfin touché la terre promise, contre les potentats arabes complices de la colonisation, et payés grassement par les *royalties* pétrolières. C'était vrai, d'ailleurs : le grand maître de l'armée jordanienne était le britannique Glubb Pacha, et Farouk d'Egypte donnait à la grande presse l'image d'un roi fainéant quelque peu répuquant.

Quoi qu'il en soit, représailles et contre-représailles commencèrent dès la naissance d'Israël. Des accrochages particulièrement graves eurent lieu en décembre 1953 à Gaza. Une attaque de kibboutz entraîna une riposte dure. Il y eut des morts des deux côtés, ce qui fit écrire au journal israélien *Les dernières nouvelles* : « Comment pouvons-nous lancer à la face de la

légion Arabe la honte de son crime lorsque nous-mêmes nous déshonorons ? »

La hantise de l'encerclement changea en Israël le rapport des forces politiques ; à l'élan pionnier et l'esprit de la lutte anticoloniale succéda le rapprochement avec le camp occidental. Des négociations s'engagèrent avec l'Allemagne d'Adenauer, par l'intermédiaire des U.S.A. Les « réparations » et la guerre froide favorisèrent cette tendance, qu'incarnera Ben Gourion.

Cependant le Tiers-Monde s'éveillait, et d'abord l'Egypte. En 1952 le roi Farouk est chassé par l'armée ; Neguib prend le pouvoir, bientôt remplacé par Nasser. L'Egypte et l'Inde, indépendantes depuis peu, deviennent les *leaders* du « non-engagement » qui va trouver sa concrétisation en 1955 à la conférence de Bandoeng.

Lorsque Nasser nationalisa, dans l'été 1956, le canal de Suez, l'une des richesses principales du pays (il s'agissait de trouver des fonds pour financer le barrage d'Assouan et lutter contre le sous-développement) une phase nouvelle commençait au Moyen-Orient.

Les maîtres du pétrole

Contre l'interdiction faite à ses navires de transiter par le canal, Israël s'entendit avec l'Angleterre et la France, qui avaient d'autres raisons d'en vouloir au « Raïs » : sa politique d'indépendance économique, et le soutien qu'il apportait au FLN algérien. Ainsi fut organisée l'attaque de 1956 contre le canal de Suez, attaque combinée israélo-anglo-française, qui fut stoppée par l'opposition violente de l'U.R.S.S. et la condamnation de l'O.N.U. En France, les passions s'exacerbèrent, et le M.R.A.P. fut sommé, comme dix ans plus tard, de s'aligner sur telle ou telle position. Mais *Droit & Liberté* sut résister aux pressions, et constater que « la situation créée par l'intervention franco-anglo-israélienne en Egypte ne pouvait pas faciliter le règlement des problèmes en suspens » et s'élever contre les mesures de rétorsion que prirent les autorités égyptiennes contre une minorité juive qui n'en pouvait mais.

La guerre-éclair de 1956, donc, ne résolut rien ; les troupes de l'O.N.U. occupèrent quelques points névralgiques, ouvrirent le golfe d'Akaba aux navires israéliens, et tout continua comme avant : bombardements de kibboutz frontaliers, représailles, actions de commandos. L'Europe continuait à ne connaître le point de vue arabe que par l'hystérie raciste de Ahmed Choukeiri, ou par les déclarations des Etats les plus fascistes : l'Irak, par exemple.

Un regard rapide sur la collection de *Droit & Liberté* prouve hélas que la pratique des pendaisons en Irak ne date pas



1956. Les paras français occupent la zone du canal, que l'aviation anglaise vient de bombardier. Cependant l'armée israélienne occupe le Sinaï.

d'aujourd'hui. Le numéro 2 (6 novembre 1949) titrait déjà : « A la manière de Hitler, les maîtres du pétrole font couler le sang des juifs en Irak » ; des pogromes venaient de dévaster le quartier juif de Bagdad. Les juifs n'étaient pas seuls en cause, d'ailleurs. Huit mois plus tôt, les trois dirigeants du parti communiste irakien avaient été pendus en place publique, et une guerre impitoyable avait commencé contre la minorité nationale kurde.

Toujours est-il que rien n'était résolu, et que de toute évidence le feu pouvait reprendre. En 1965, la 16^e Journée nationale du M.R.A.P. parvenait à faire travailler dans une même commission des juifs et des Arabes. « Conscients des origines lointaines de ce litige, disait notamment la résolution finale, les participants en appellent à toutes les parties concernées pour qu'elles cherchent à aboutir à la réparation des injustices subsistantes de façon que le règlement éventuel soit acceptable pour tous. »

Nations en formation

La guerre éclata de nouveau. « Sauver la paix au Moyen-Orient » avait titré *Droit & Liberté* en mai, alors que la tension montait dangereusement. Cet appel n'eut aucun écho sur le terrain ; au moins eut-il le mérite d'ouvrir le travail difficile de clarification qu'il fallut mener en France même, où le conflit du Moyen-Orient entraîna des tensions raciales dangereuses (les bagarres entre des juifs et des Arabes à Belleville n'en furent que l'épisode le plus voyant) et des prises de positions non moins dangereuses (Xavier Vallat, l'ex-commissaire aux affaires juives de Pétain, criait « Vive Israël » dans *Aspects*

de la France, pour expliquer ensuite que les juifs seraient tous bien mieux là-bas qu'ici ; et toute l'extrême-droite se demanda qui fallait-il le moins mépriser des « youpins » ou des « bougnoules »). Le 12 juin un meeting à la Mutualité où des avis divers sur la question s'affrontèrent ou se confrontèrent (Alfred Kastler, le R.P. Aubert, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, André Lwoff, etc.) fut parfois houleux, mais réussi ; il s'en dégagait une commune volonté de comprendre, d'éclairer, d'agir pour une paix juste et de combattre toutes les manifestations de racisme, anti-arabe ou anti-juif ; un début de dialogue s'ouvrait au cours d'une table ronde, entre partisans d'Israël et sympathisants des pays arabes ; un face à face (Isaac Israël - Loftallah Soliman) que *Droit & Liberté*, seul de la presse française, put mener à bien et publier, allait ensuite contribuer à éclairer le débat.

Sur place, la guerre des Six Jours ouvrit une phase nouvelle. Les Palestiniens, dont les chefs d'Etat arabes s'étaient jusque-là faits les défenseurs plus ou moins convaincus et fidèles, parlent désormais pour eux-mêmes ; ils ont la prétention d'être, eux aussi, une « nation en formation » dont *El Fath* est le ferment. Ce changement dans le rapport des protagonistes complique apparemment le problème (Israël et les Palestiniens se sont trouvés d'accord pour rejeter la résolution de l'O.N.U. du 22 novembre 1967 pour une solution politique) ; peut-être aboutira-t-il au contraire à le « dégeler ». L'avenir sans doute proche le dira, un avenir dont nous pouvons et devons, pour une part très modeste, certes, mais réelle, être aussi les acteurs.

20 ans
de
LUTTES
contre le
RACISME

LES ÉTATS-UNIS EN PROIE A LEURS NÉVROSES

De l'affaire Rosenberg aux luttes du « black power », vingt ans d'« american way of life ».

LA victoire de 1945 fut surtout celle des Etats-Unis. Ce n'est qu'une fois la victoire gagnée que les pays européens mesurèrent l'étendue de leurs blessures, l'ampleur de l'effort à accomplir, les dizaines de millions d'hommes perdus à jamais. Les U.S.A., eux, n'avaient pas reçu la moindre bombe : leur potentiel industriel avait fait un bond en avant énorme, et la loi prêt et bail d'aide aux pays en guerre les avait faits créanciers de l'Europe entière.

Rien d'étonnant, donc, si le renversement des alliances de 1947 et les débuts de la guerre froide firent d'eux les dirigeants du camp occidental. Rien d'étonnant non plus si l'« espionniste » qui gagna alors les deux camps antagonistes prit parfois aux U.S.A. un aspect fasciste accusé. Le sénateur MacCarthy déclina à l'époque la fameuse campagne de « chasse aux sorcières » et l'on sait que ses victimes furent ceux qui firent justement la grandeur des Etats-Unis : les cinéastes Charlie Chaplin, Robert Aldrich, Joseph Losey, Jules Dassin, les écrivains Arthur Miller et Walter Lowenfels, pour ne citer que

quelques noms. La guerre de Corée allait naturellement accentuer cette atmosphère policière, et lui donner un aspect de plus en plus inquiétant : la suspicion allait bientôt s'étendre aux juifs et aux catholiques en tant que tels. C'est dans ce climat qu'éclata l'affaire Rosenberg, qui allait mobiliser l'opinion mondiale : le pape Pie XII lui-même intervint en faveur des deux « espions communistes » dont l'innocence était évidente (à l'époque, le M.R.A.P. s'était procuré les minutes du procès ; l'étude attentive par des juristes avait formellement démonté la machination ; c'est alors que fut lancée la campagne pour sauver les Rosenberg). Cette « affaire Dreyfus de la guerre froide » embarrassait fort le président Truman : il s'en tira en laissant à son successeur le soin de la décision. Le successeur était Eisenhower, qui refusa la grâce ; l'exécution des époux Rosenberg reste une tache indélébile sur la carrière politique de celui qui fut par ailleurs l'homme de la négociation en Corée, et des entretiens avec Khrouchtchev qui ouvrirent la période de la coexistence pacifique.

La guerre froide, et les sentiments troubles qu'elle entraîna aux U.S.A., l'anti-sémitisme, notamment, n'épargnaient même pas les dirigeants américains les plus bellicistes, toujours suspectés de tiédeur par plus extrémistes qu'eux. « Le gang actuel qui dirige les U.S.A. comprend les descendants du vieux gang qui jeta des pierres contre Jésus-Christ, le couronna d'épines, le frappa et le cloua sur la Croix parce qu'il disait la vérité et renversait leurs plans de domination mondiale » affirmait une brochure qui inonda les Etats-Unis dans les années 49-50, *The hidden Empire* (l'Empire invisible).

L'une des conséquences les plus funestes de cette hystérie, c'est qu'elle exacerba cet autre racisme qui est le péché originel de la société américaine, le racisme anti-noir. Dans la trouble ambiance de la guerre froide, et du MacCarthyisme, le Ku-Klux-Klan et l'American Legion poussèrent partout leurs avantages, et firent des adeptes innombrables : les organisations chauvines, nazies et racistes pullulèrent.

Elles allaient naturellement vulgariser

l'amalgame classique : d'abord « lutter pour l'égalité raciale, c'est faire le jeu du communisme » ; puis « ceux qui luttent pour l'égalité raciale sont les agents de la 5^e colonne communiste aux U.S.A. ». Ainsi se trouvèrent justifiés les assassinats au grand jour de militants intégrationnistes. Deux exemples entre mille : en mai 1949, le pasteur noir Joseph Man est arrosé d'essence et brûlé vif ; en novembre 1951, deux policiers abattent deux passants noirs « à l'allure suspecte » ; l'une des deux victimes, qui a survécu, raconte ainsi la scène :

« L'autre policier, nommé Yates, braqua la lampe sur moi et s'aperçut que je n'étais pas mort. S'adressant au policier qui venait de tirer (le shérif MacCall), il dit : « Ce salaud n'est pas mort, achevons-le. » Yates dirigea alors son revolver sur moi et appuya deux fois sur la gachette sans résultat. La troisième fois le coup partit et la balle m'atteignit au cou. Je me couchais la face contre terre, faisant le mort. Je commençais à saigner de la bouche, et les policiers crurent que j'étais mort. » Non seulement les policiers furent acquittés mais ils restèrent en fonction : ils étaient « bien notés ». Il faudrait aussi parler d'Edmet Till, torturé et lynché pour avoir sifflé d'admiration au passage d'une blanche.

Des lynchages légaux

Il y eut surtout les « lynchages légaux », les condamnations à mort et les exécutions, pour « viols », de dizaines de noirs : il y eut, le 8 mai 1951, Willie MacGee, pour qui le M.R.A.P. avait mobilisé Paris plusieurs fois, à la Mutualité, au cirque d'Hiver, à la salle Wagram ; il y avait eu, le 2 février, quatre mois plus tôt les « 7 de Martinsville », tous électrocutés ; il y eut les « 6 de Trenton », qui, eux, échappèrent à la chaise



Un lynchage aux Etats-Unis, en 1952. Non seulement les criminels restèrent impunis mais les autorités pratiquaient le « lynchage légal » ; il s'agissait d'intimider les noirs dont la lutte se renforçait. Les théoriciens de deux types de luttes : le non-violent Martin Luther King (en haut), et le violent Rap Brown (en bas).

électrique grâce à une campagne de protestation qui aux U.S.A. (où elle fut notamment menée par Howard Fast, l'auteur de *Spartacus*), comme ailleurs, s'amplifiait d'assassinat légal en assassinat légal. Dès juin 1951, les exécutions reprenaient : il fallut plus de 3 minutes pour achever le métayer noir Edward Honeycute, lui aussi accusé de viol.

Cependant la lutte des noirs se disciplinait et s'amplifiait : les campagnes de boycott des transports publics, la lutte pour l'intégration scolaire dans le Sud (en 1957 l'épisode fameux de Little Rock, qui obligea l'armée fédérale à intervenir pour ouvrir les écoles secondaires aux élèves noirs ; en 1963, James Meredith fut le premier noir à entrer dans une université blanche, dans une atmosphère de pogrome ; un envoyé spécial de l'A.F.P., fut tué dans les émeutes).

En même temps cette lutte changeait insensiblement de nature : le combat pour l'intégration était peu à peu supplanté, dans la jeunesse noire, par les mots d'ordre du « black power », dont certaines variétés

opposent à la résistance du racisme blanc un « contre-racisme » noir.

C'est que la société américaine a évolué ; le mot d'ordre d'intégration était celui des églises et des syndicalistes (« Ouvriers blancs et noirs tous unis contre l'exploiteur commun » disaient les banderoles des 1^{er} mai chicagoans et new-yorkais d'avant-guerre) ; l'exode massif et la formation de ghettos noirs surpeuplés d'un sous-prolétariat fraîchement déraciné du Vieux Sud allaient submerger les organisations de lutte traditionnelles, d'autant que la guerre froide allait implanter aussi dans la classe ouvrière blanche l'équation funeste *antiraciste = communiste = agent de Moscou*, et que le racisme allait être entretenu comme essaient de l'entretenir en France *Minute* et consorts contre les travailleurs étrangers : ils acceptent des salaires moindres, ils font n'importe quel travail à n'importe quel prix ; ils servent de briseurs de grève, etc. Cette interaction entre les luttes raciales et les luttes de classe marque toujours aujourd'hui très profondément la situation aux Etats-Unis.



Julius et Ethel Rosenberg, exécutés le 19 juin 1953. Il y avait trois ans que l'U.R.S.S. avait la bombe atomique et le F.B.I. devait découvrir à toute force des espions : il fallait prouver que le régime soviétique n'était pas capable de progresser techniquement seul ; tant pis si deux innocents devaient payer ; tant pis si le monde entier devait s'indigner (ci-contre : Charles Palant prend la parole à la manifestation organisée par le M.R.A.P. place de la Nation).



UN CRIME QUOTIDIEN : L'APARTHEID

Aujourd'hui encore, la ségrégation raciale est au cœur d'une idéologie et d'une méthode de gouvernement. Il est vrai que Vorster est un ancien nazi...

C'EST vers 1948, lorsque D. Malan, leader du Parti Nationaliste devient premier ministre que le racisme en Afrique du Sud se cristallise dans le mot et la notion d'apartheid : mais la pratique que recouvre cette notion n'était pas une innovation, car l'apartheid constitue l'aboutissement logique du système mis en place par la colonisation hollandaise, renforcé après la guerre des Boers par le rapprochement des communautés anglaise et afrikaner, liées par leurs privilèges économiques, par l'oppression qu'elles exerçaient sur les gens de couleur.

Une série de mesures avaient été institutionnalisées dès avant la guerre de 1939-45, qui accentuaient encore le « colour bar » : le *Native Land Act* qui attribue aux Africains les zones appelées « réserves », soit 7,3 % de la surface totale de l'Union ; le *Pass system* qui établit les laissez-passer obligatoires pour les noirs et qui ne fut pas étendu alors aux Indiens grâce à la

résistance passive de Gandhi ; le *Representation of Natives Act*, etc.

Le gouvernement Malan fait adopter par le Parlement les premières lois qui systématisent l'apartheid ainsi que celles sur la « suppression du communisme », cette dernière expression signifiant en fait la répression de toute opposition au racisme.

Le 12 décembre 1951, l'Afrique du Sud quitte l'O.N.U. à cause du Sud-Ouest-Africain qu'elle prétendait annexer malgré la fin de son mandat sur cette ancienne colonie allemande.

La « Campagne de défi aux lois injustes » en 1952, au cours de laquelle 8 500 volontaires enfreignent les lois ségrégatives et se font arrêter, l'adoption, le 26 juin 1955, de la Charte de la Liberté par les opposants au pouvoir (A.N.C., Congrès indien, Parti communiste, Congrès des démocrates - progressistes européens, Organisation du peuple métis et Congrès des Syndicats

20 ans
de
Luttes
contre le
racisme

S.A.C.T.U.), le fameux « procès de trahison » en 1956 qui se terminera cinq ans plus tard par la relaxe des 156 accusés, principaux responsables des divers Congrès, sont les épisodes qui vont attirer l'attention internationale sur l'Afrique du Sud.

Encore moins représentés

En 1958, le Dr. Verwoerd succède à Strijdom qui avait remplacé Malan à la tête du gouvernement. Se forment à cette époque le P.A.C., scission de l'A.N.C. et le Parti progressiste, scission du parti unifié. La loi sur les Bantoustans qui envisage de donner des « gouvernements » aux Réserves est votée.

En 1960, le gouvernement sud-africain abolit la représentation parlementaire — blanche — des Africains du Cap. A l'appel du P.A.C., le 21 mars de cette année, 50 000 Africains manifestent sans leur laisser passer devant les postes de police de Sharpeville et d'autres villes. Bilan : des dizaines de morts, des centaines de blessés. L'état d'urgence est déclaré, des centaines de personnes, dont Albert Luthuli, président de l'A.N.C., sont arrêtées. La grève est totale le 31 mars.

Le Conseil de Sécurité, à l'unanimité moins deux abstentions — la France et la Grande-Bretagne — exhorte l'Afrique du Sud à abandonner la politique d'apartheid.

Le massacre de Sharpeville suscite le 2 avril 1960 la création à Paris d'un Comité pour la justice et l'égalité en Afrique du Sud dont fait partie le M.R.A.P.

En 1961, l'A.N.C. et le P.A.C. dont le leader Robert Sobuwe est en prison, passent dans la clandestinité. Le 15 mars, l'Afrique du Sud rompt avec le *Commonwealth*, au cours d'une conférence qui se tient à Londres.

Alors que la répression s'accroît avec le « Sabotage Act », se déroule le procès de Rivonia, appelé ainsi du nom de la ferme où avaient été arrêtés une partie des dirigeants — Africains, Indiens, Européens —

de l'*Umkonto We Sizwe*, (fer de lance de la nation) organisation militaire de l'A.N.C.

Le 12 juin 1964 est rendu le verdict : huit des accusés dont Nelson Mandela et Walter Sisulu sont condamnés à la prison à vie.

On estime alors qu'environ 5 000 prisonniers politiques croupissent dans les geôles de Verwoerd. Une vague de sabotages et de procès suit le verdict de Rivonia : mentionnons en particulier le procès du défenseur (blanc) de Nelson Mandela, Abram Fisher.

Le 6 septembre 1966, Verwoerd est assassiné. S'il a été le théoricien de l'apartheid, on peut dire que son remplaçant, le ministre de la justice, Balthazar Vorster en est le technicien. C'est lui en particulier qui est l'initiateur de la fameuse loi des 180 jours, durée (renouvelable) pendant laquelle des suspects peuvent être maintenus en prison sans jugement. Il a été aussi général dans l'Ossewa Brandvag, l'organisation nazie en Afrique du Sud, très active pendant la guerre 39-45.

Une opposition grandissante

Les nouvelles lois oppressives édictées par le gouvernement Vorster, l'aide à la Rhodésie blanche — qui a proclamé unilatéralement son indépendance en novembre 1966 —, sa politique d'expansion en Afrique, la répression policière sont dénoncées lors de la conférence européenne sur l'apartheid qui se déroule à Paris avec la participation de délégués venant de Suède, des Pays-Bas, de Suisse, d'Irlande, de R.F.A., du Japon et des mouvements de libération : A.N.C., P.A.C., S.W.A.P.O. (Sud-Ouest-Africain), Z.A.N.U. (Zambie) et d'organisations françaises dont le M.R.A.P.

Dans cette difficile lutte, le souci majeur de « Droit & Liberté » et du M.R.A.P. a été avant tout d'informer l'opinion française (délégations à l'ambassade, cartes de protestations après le massacre de Sharpeville ; manifestation et distribution de tracts au stade Roland-Garros où se déroulait un match de coupe Davis entre la France et l'Afrique du Sud le jour du verdict de Rivonia ; distribution de tracts à Colombes lors de la venue des Springbocks ; meetings, conférences, la dernière ayant eu lieu le 22 mars dernier, dans le cadre de la Journée Internationale contre la discrimination raciale fixée par l'O.N.U. au 21 mars en souvenir de Sharpeville, etc.).

Informé pour accélérer la nécessaire prise de conscience : car, devait rappeler Jean-Paul Sartre, au cours d'une conférence de presse, « si nous continuons à tolérer ces pratiques, alors cette plaque tournante du fascisme qu'est l'Afrique du Sud nous renverra les fascistes qui nous apprendront notre douleur. »

LE M.R.A.P. DEMAIN



par
Charles PALANT,
secrétaire général
du M.R.A.P.

VINGT ans d'histoire, vingt ans d'action. Ce numéro du 20^e anniversaire nous remémore tout le chemin parcouru, les efforts incessants, les succès dont ils furent le prix et l'immensité de la tâche qui reste à accomplir pour abattre, déraciner le racisme, l'antisémitisme toujours présents n'épargnent aucun continent, aucune nation, aucun peuple.

Mais la dignité de l'homme, hier accablé sinon soumis, est aujourd'hui l'enjeu d'immenses batailles, et ces dernières vingt années sont riches d'exemples où la puissance parfois terrifiante de l'opresseur a été mise en échec par la détermination héroïque et confiante qu'anime la force invincible des causes justes.

C'est donc avec lucidité que, le cap de ces vingt ans franchi, il convient d'envisager l'avenir. De chaque événement vécu, de chaque combat mené, il faut avec lucidité tirer la leçon et, avec courage, porter l'action au niveau des circonstances nouvelles.

TEL sera l'objectif essentiel du congrès du M.R.A.P. prévu pour novembre prochain, et sur l'ordre du jour duquel nous appelons tous les antiracistes — militants ou non — à se prononcer.

Que tous nos amis s'expriment sans réticence aucune sur les orientations qu'ils souhaitent voir prendre au M.R.A.P. ; qu'ils disent combien nécessaire est la présence à tous les niveaux de responsabilité de la jeunesse — celle du cœur et du corps.

Que soient avancées avec audace les idées nouvelles pour la refonte des statuts de notre Mouvement afin de permettre un large recrutement de nouveaux militants, animant de nombreux comités locaux et régionaux.

Que sans plus tarder, notre revue *Droit et Liberté* devienne cette tribune largement ouverte à une libre, exaltante et enrichissante discussion sur le racisme et les moyens les mieux appropriés pour le combattre toujours plus efficacement.

Et que ce 20^e anniversaire soit comme un nouveau départ vers l'horizon radieux où brillent les victoires du M.R.A.P., demain.



Le massacre de Sharpeville est devenu un symbole, dans un siècle pourtant fertile en actes de barbarie. C'est pour le commémorer que le 21 mars est devenu pour le monde entier journée de lutte contre le racisme.